

ALGÉRIE-HONDURAS

M. Lamamra reçoit le vice-ministre des Affaires Etrangères du Honduras

P. 24

ALGÉRIE-PALESTINE

APN : installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Palestine

P. 24

LIBYE

La Ligue arabe souligne l'importance du consensus politique

P. 14

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, MOHAMED BOUSLIMANI :

«La nouvelle loi sur l'information est dictée par l'évolution de la scène médiatique»



Intervenant dans le «Forum de la Radio algérienne», le ministre a assuré que la promulgation de la nouvelle loi consacrerait un cadre idoine pour l'édification «d'une presse libre» et d'un «haut niveau de professionnalisme des journalistes».

P. 4

RAMADHAN

L'Algérienne des viandes rouges assurera des prix entre 1.200 et 1.300 Da le Kg

P. 6

ETUSA

Ouverture de 8 nouvelles lignes pour désenclaver les nouveaux quartiers d'habitation de la capitale

P. 6

COVID-19

Le pic des cas de contamination atteint le 25 janvier dernier

P. 10

SANTÉ

LUPUS

Ce qui se cache derrière cette maladie

Pp 12-13

F   **T B A L L**

CAN-2022 DAMES - ALGÉRIE (DERNIER TOUR)

23 joueuses retenues pour l'Afrique du Sud

P. 21



LITTÉRATURE

«Morituri» de Yasmina Khadra bientôt réédité en Algérie

P. 16

MDN - LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Reddition de deux terroristes à Tamanrasset

P. 24

HUMANITAIRE

Le président de l'IFRC, Francesco Rocca, en visite en Algérie



Le président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), Francesco Rocca, est attendu aujourd'hui à Alger dans le cadre d'une visite de travail de trois jours, a appris l'APS lundi auprès du Croissant rouge algérien (CRA).

Au menu de son déplacement en Algérie qui s'étalera jusqu'au 17 février, figure des entretiens avec les autorités algériennes, des visites sur le terrain et une rencontre mardi après midi à l'Hôtel El Aurassi avec les présidents du CRA dans les 58 wilayas du pays et les partenaires nationaux et internationaux du croissant rouge algérien.

Francesco Rocca est le président national de la croix rouge italienne, un rôle qu'il occupe à ce jour parallèlement à ses fonctions de président de l'IFRC.

La Fédération est le plus grand réseau humanitaire au monde, soutenant l'action locale du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge dans plus de 192 pays.

Basée à Genève, elle rassemble près de 14 millions de volontaires pour le bien de l'humanité.

En novembre dernier la Fédération avait lancé un appel d'urgence pour aider le Croissant rouge algérien à fournir une assistance à près de 42.000 personnes affectés par les incendies de forêts qui ont ravagé le nord-est du pays.

RISQUES BIOLOGIQUES

Formation des cadres officiers de la Protection civile en Espagne



Une formation au profit de 24 cadres officiers de la Protection civile sur les techniques d'intervention en cas d'urgence à caractère biologiques aura lieu en Espagne du 14 au 18 février, indique lundi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile.

«Dans le cadre de la coopération Algéro-Espagnole, en matière de protection civile et faisant suite à la visite effectuée en Espagne par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire le 11 novembre 2021, vingt quatre (24) cadres officiers de la Protection civile algérienne des différentes directions de protection civile des wilayas et de la DGPC, prendront part à une formation sur les techniques d'intervention en cas d'urgence à caractère biologiques et ce du 14 au 18 février 2022 en Espagne», affirme la même source.

Le même communiqué ajoute que cette formation qui rentre dans le cadre du développement et de la modernisation du secteur protection civile particulièrement dans le domaine des ressources humaines se déroulera au niveau de la direction générale Protection civile Espagnole.

Ainsi, cette session de formation permettra aux «participants d'affiner leur capacité et compétences, afin d'assurer les missions de secours dans le domaine des risques biologiques sans cesse croissants avec efficacité et efficience», souligne la même source.

ENVIRONNEMENT

La 3^{ème} édition du Salon algérien virtuel sur les déchets du 5 au 7 juin 2022

L'Agence nationale des déchets (AND) organisera, du 5 au 7 juin 2022, la 3^{ème} édition du Salon algérien virtuel sur les déchets, a indiqué, dimanche, un communiqué de l'Agence.

Organisé sous le thème «Pour la promotion de l'investissement dans le domaine des déchets», ce salon vise à être au diapason des différents défis auxquels fait face le secteur de gestion des déchets en Algérie dans le contexte des enjeux socioéconomiques et environnementaux de l'heure, et ce à travers l'affectation d'un espace virtuel pour renforcer le partenariat et jeter les passerelles d'échange et de communication entre les différents acteurs dans le domaine de gestion des déchets, précise la même source.

Ce salon verra la participation des opérateurs économiques, privés et publics, des start-up, de la société civile, des chercheurs et des parties prenantes en matière de gestion des déchets.

Il est programmé en marge de ce salon une série de conférences sous la supervision d'experts locaux et internationaux pour débattre des moyens de booster le développement en matière de valorisation des déchets.

La première édition du salon virtuel de gestion des déchets a vu la participation de plus de 80 exposants et de 13.000 visiteurs.

La deuxième édition de ce salon a, quant à elle, connu la participation de plus de 20 pays et de 4.000 visiteurs.

HABITAT

Oran: achèvement de la réalisation de plus de 600 logements de type promotionnel libre



Pas moins de 609 logements de type promotionnel libre, ont été achevés dans les communes de Bir El Djir et d'Oran, a-t-on appris lundi de la direction du logement de la wilaya.

Ce programme, inscrit à l'indicatif de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) d'Oran, comprend 537 logements F3 et F5, en plus d'appartements de type "duplex" à haï "Khemisti" dans la commune de Bir El Djir et 52 logements similaires à haï El Ghoualem (ex Medioni) à Oran.

Ces sites d'habitation, qui ont été réalisés dans un délai ne dépassant pas 24 mois par une entreprise nationale, disposent d'un ensemble de commodités, outre des appartements promotionnels, des locaux commerciaux, des services avec un parking pour voitures, des espaces verts et autres aires de jeux pour enfants, a-t-on expliqué. L'entreprise nationale de promotion immobilière d'Oran s'est dotée d'un site électronique www.enpi.dz pour inscrire ceux qui veulent acquérir ces logements. Cette entreprise publique aspire, à travers ses projets, élargir cette formule de logements, à l'Ouest du pays, à savoir la programmation de 400 logements de type promotionnel libre dans la zone de Kharouba, à l'Est de la ville de Mostaganem ainsi qu'un autre quota de logements dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on assuré de même source.

CONCOURS DE DOCTORAT 2022

La présentation d'un test Covid-19 n'est plus exigée



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a annoncé lundi à Alger l'annulation de la condition de présenter un test Covid-19 pour les candidats aux concours d'accès au 3^{ème} cycle (doctorat).

"Il a été décidé d'annuler la condition de présenter un test Covid-19 à condition de respecter strictement le protocole sanitaire à la travers la mesure de la température des candidats avant l'accès aux salles d'examens et la mise en quarantaine des cas suspects dans des salles spéciales, ainsi que le port des masques durant les examens", a précisé le ministre lors d'une rencontre avec les organisations estudiantines agréées auprès du secteur.

Le concours d'accès au troisième cycle sera organisé du 20 février au 20 mars 2022.

170.000 candidats se sont inscrits pour un total de 5600 postes pédagogiques d'accès à la formation du troisième cycle.

EMIGRATION CLANDESTINE

Un réseau de passeurs démantelé à Bouira



Un réseau de passeurs spécialisé dans l'émigration clandestine a été démantelé par les services de sécurité à Kadiria (Ouest de Bouira), a-t-on appris lundi auprès des services de la Sûreté de wilaya. Ce réseau de trois individus sévissait à Kadiria et organisait, à partir des côtes algéroises, des traversées maritimes clandestines au profit de personnes désirant quitter le territoire national illégalement vers l'Espagne et la France à bord d'embarcations de fortune, a-t-on précisé.

"L'opération de démantèlement du réseau a été menée par la brigade mobile de la Police judiciaire de Kadiria, suite à une plainte déposée par un jeune escroqué par les membres de ce réseau de criminel", a expliqué à la presse le chargé de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Samir Toutah.

Ce réseau proposait des traversées en mer au profit de candidats à l'émigration clandestine via le littoral d'Alger pour rejoindre la rive nord de la méditerranée", selon la même source.

Après une enquête minutieuse, les éléments de la BMPJ ont réussi à identifier les membres de ce réseau avant de les arrêter pour "organisation de traversées maritimes illégales et périlleuses pour les candidats à l'émigration clandestine", a indiqué le chargé de communication de la sûreté de wilaya.

"Les trois mis en cause dans cette affaire ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Lakhdarria (Ouest de Bouira)", a indiqué le commissaire Toutah.

GEL DES TAXES SUR DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE LARGE CONSOMMATION Les représentants des consommateurs et des commerçants saluent la décision du Président Tebboune

Les représentants des consommateurs et des commerçants ont salué lundi la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de geler tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, la qualifiant de mesure importante pour mettre fin à la flambée des prix de ces produits.

Dans une déclaration à l'APS, le président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, s'est félicité de la décision prise par le président de la République, dimanche en Conseil des ministres, relative au gel immédiat de tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, notamment les taxes prévues dans la Loi de finances 2022.

Cette décision intervient dans un contexte socio-économique impacté par les fluctuations internationales ayant entraîné une hausse sans précédent des prix, a estimé le président de l'APOCE.

Et d'ajouter que la décision du président Tebboune "vient stopper la flambée des prix et améliorer le pouvoir d'achat des citoyens", appelant les opérateurs économiques à respecter sa stricte application en vendant les produits au prix réel après l'acquisition de la matière première sans taxes".

Il a également insisté sur le nécessaire renforcement du travail des organes de contrôle pour veiller à l'application sur le terrain de cette décision au profit des consommateurs algériens.

Analysant le phénomène de

hausse des prix des denrées alimentaires de large consommation, M. Zebdi a estimé que la spéculation, le monopole, la dévaluation du dinar et les dysfonctionnements qui connaissent les marchés internationaux, outre la hausse des prix du fret, sont autant de facteurs qui ont fortement impacté le marché local et entraîné la flambée des prix.

Une décision bénéfique pour les commerçants

De son côté, le Secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Benchahra a salué, dans une déclaration à l'APS, cette décision qu'il a qualifiée de "positive" et qui permettra d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, notamment après la flambée vertigineuse des prix ces derniers temps.

M. Benchahra a salué "la décision du président de la République, notamment à l'approche du mois de Ramadhan, visant à atténuer la charge sur le citoyen", soulignant que la mise en œuvre de cette décision sera bénéfique pour le consommateur et le commerçant.

Et de rappeler que l'UGCAA était parmi les premiers acteurs ayant dénoncé la hausse des prix



des denrées alimentaires et l'augmentation des taxes sur l'importation des produits de large consommation, en appelant à la régulation du marché, en ce qui concerne les produits qui sont soumis à la loi de la demande et de l'offre comme les légumes et les fruits, soulignant que "la volonté existe" pour réguler le marché. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait ordonné dimanche lors d'une réunion du Conseil des ministres "le gel, à compter de dimanche et jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et taxes,

notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires".

Le Président Tebboune a également ordonné au Gouvernement de "prendre toutes les mesures et procédures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix dans les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation".

Il a en outre instruit à l'effet d'"organiser une réunion de coordination entre les services du ministre du Commerce et les représentants des corps sécu-

ritaires en vue d'élaborer une stratégie efficace visant à mettre fin à la contrebande des produits alimentaires de large consommation à travers les frontières du pays, un phénomène à l'origine de pertes importantes pour le marché et l'économie nationale".

L'Etat se chargera de prendre en charge la différence des prix des produits destinés aux citoyens par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC), et ce, compte tenu de l'augmentation des prix à l'international.

Les orientations du Président Tebboune lors du dernier Conseil des ministres consacrent le caractère social de l'Etat

L'expert économique, Ishak Kharchi, a estimé que les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres tenu dimanche, servaient l'intérêt du citoyen et témoignaient du caractère social de l'Etat algérien et de son importance économique.

S'agissant de la levée des restrictions sur les projets d'investissement industriel, M. Kharchi a indiqué à l'APS, que la levée des restrictions sur les projets qui seront mis en exploitation permettra d'augmenter le nombre des postes d'emploi tout en relançant la production nationale pour réduire l'importation et préserver les réserves de change.

Pour les produits de large consommation, le même expert a considéré que le gel des impôts et des taxes notamment ceux contenus dans la loi des finances 2022 concernant les produits alimentaires mènera à la baisse de leurs prix sur le marché national et ainsi à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

"Le marché connaîtra une demande croissante sur ces produits ce qui servira

les usines algériennes qui vont augmenter leurs capacités de production et recruter davantage de travailleurs", explique-t-il.

Et d'ajouter que cette décision renforcera la disponibilité des produits sur le marché ce qui relancera le secteur du commerce, toutes filières confondues, selon M. Kharchi. Concernant l'annulation des nouveaux impôts et taxes pour le commerce électronique dont les téléphones mobiles et le matériel informatique à usage personnel ainsi que pour les startups en maintenant les tarifs en vigueur, le même expert estime que cette décision "relancera le e-commerce en Algérie et permettra d'assurer davantage d'offres en la matière ce qui contribuera à la baisse de leurs prix sans impacter les recettes de l'Etat".

Cette décision a "un grand impact économique sur les différents secteurs économiques utilisant la téléphonie mobile et les outils informatiques dans leurs activités notamment les entreprises actives dans le domaine numérique".

Sur instruction du président de la République de tenir une réunion de coordi-

nation entre les services du ministre du Commerce et les représentants des corps sécuritaires pour lutter contre la contrebande des produits alimentaires de large consommation à travers les frontières du pays, l'expert a considéré que cette démarche vise à "réduire les prix de ces produits, vu que ce phénomène figure parmi les raisons de la hausse de leurs prix et la baisse de leurs quantités sur le marché national".

Concernant la prise en charge par l'Etat de la couverture de la différence des prix des produits destinés aux citoyens par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC), l'expert économique a indiqué que cette mesure entraînera "la baisse des prix des pâtes alimentaires et de tous les autres produits céréaliers".

A propos de l'instruction du Président Tebboune au ministre de l'Industrie d'engager immédiatement un recensement des producteurs dans les wilayas connaissant une importante dynamique industrielle, et de procéder à un inventaire national de toutes les spécialités, catégories et nature des produits électriques

en Algérie, l'expert a estimé que cela permettra de connaître les lieux de ces entreprises ainsi que le type et la nature de leurs produits, à même d'élaborer une stratégie pour l'industrie électrique et de créer des entreprises dans les différentes zones du pays pour soutenir l'industrie électrique.

M. Kharchi a affirmé la nécessité de déterminer les besoins du secteur de l'énergie en matière de produits de l'industrie électrique et les programmes futurs de ce secteur, en vue "de répondre à la demande actuelle et future sur les produits de l'industrie électrique".

Le ministère du Commerce aura besoin de connaître le volume de la production pour fixer les prix et procéder à la distribution de ces produits à l'échelle nationale, a-t-il estimé.

Quant à la décision du président de la République d'arrêter définitivement l'exportation des déchets ferreux, l'expert a relevé que cela profitera au secteur de l'industrie du fer en Algérie, prévoyant une baisse du prix du fer dans le marché algérien à l'avenir.

ACHATS EN LIGNE DES TÉLÉPHONES ET MATÉRIELS INFORMATIQUES Le GAAN salue la suppression des taxes de la LF2022

Le président du Groupement des acteurs algériens du Numérique (GAAN), Bachir Tadjeddine, a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de supprimer les taxes et droits de douanes introduits par la loi de finance 2022, appliqués aux achats en ligne des téléphones portables et matériels informatiques à usage personnel. Dans une déclaration à l'APS, le premier res-

ponsable du GAAN a salué la décision du président de la République, de supprimer les taxes et droits de douanes supplémentaires sur le Commerce électronique, spécialement, explique-t-il, ceux appliqués par les Douanes algériennes sur les achats opérés par des citoyens sur des sites en ligne et reçu par colis, dont les taux varient entre 30 et 130%. Le Groupement avait appelé récemment, dans un

communiqué, les services concernés à une "révision radicale" des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires. L'appel du GAAN a été justifié par le fait que les étudiants et les chercheurs seront affectés par ces mesures qui entraîneront la hausse des prix de certaines mar-

chandises dont ils ont besoin pour leurs activités scientifiques et techniques, notamment celles non disponibles sur le marché national. La révision de ces taxes "est une mesure nécessaire, si nous voulons vraiment relancer le domaine numérique en Algérie", avait estimé le Groupement qui a fait état de la création d'un groupe de travail composé d'experts et d'opérateurs économiques en vue de formuler des

propositions et des solutions pratiques à soumettre au Gouvernement.

Lors du Conseil des ministres tenu dimanche, M. Tebboune a instruit le Gouvernement de "supprimer tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les startups en se contentant des tarifications réglementées".

COMMUNICATION Bousslimani : «La nouvelle loi sur l'information est dictée par l'évolution de la scène médiatique»

« La révision de la loi sur l'information est une nécessité, dictée par l'évolution de la scène médiatique et par la nouvelle Constitution », a déclaré, ce lundi, le ministre de la communication, Mohamed Bousslimani.

Intervenant dans le « Forum de la Radio algérienne », le ministre a assuré que la promulgation de la nouvelle loi consacrerait un cadre idoine pour l'édification « d'une presse libre » et d'un « haut niveau de professionnalisme des journalistes ». « Le projet de loi organique relative à l'information vise à réglementer la profession et combler les lacunes de la loi 12.05 qui ne répond plus aux évolutions de la scène médiatique », a-t-il affirmé.

Le ministre a annoncé, dans ce sillage, la création d'un Conseil de la presse qui viendra remplacer l'Autorité de régulation de la presse écrite qui n'a jamais vu le jour à cause, dit-il, « des textes de loi qui stipulent que les représentants des médias doivent être désignés par consensus ».

Ce Conseil, prévu dans le projet de loi organique, sera composé de professionnels et de journalistes représentant toutes les catégories de médias », a-t-il fait savoir en précisant que des commissions d'éthique et de déontologie, ainsi qu'une commission de « la carte du journaliste professionnel », seront désignées en son sein pour encadrer la profession.

Le ministre de la Communication a révélé que d'autres projets de loi verront le jour immédiatement après la promulgation de la nouvelle loi sur l'information pour organiser, entre autres, la publicité et les sondages d'opinions.

Interrogé sur les campagnes médiatiques menées par certaines parties contre l'Algérie, le ministre a assuré que les algériens ne se laissent plus tromper par ces mensonges proférés pour déstabiliser le pays, en appelant la presse nationale à « passer à l'offensive » pour contrecarrer ces attaques menées par les ennemis du pays. L'invité de la Chaîne 1 n'a pas manqué, d'ailleurs, l'occasion de saluer les jeunes journalistes qui animent des médias électroniques ainsi que le reste de la presse nationale « toujours mobilisés pour constituer un front uni afin de promouvoir la véritable image de l'Algérie à l'échelle nationale et internationale ».

Source : Radio Algérienne

TRANSPORT URBAIN ETUSA: ouverture de 8 nouvelles lignes pour désenclaver les nouveaux quartiers d'habitation de la capitale

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a ouvert huit (8) nouvelles lignes pour désenclaver les nouveaux quartiers d'habitation de la capitale, a indiqué dimanche une responsable de l'établissement.

Lors d'une audition par la commission des transports et des télécommunications à l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence du directeur général de l'ETUSA, la directrice de la planification au sein de l'établissement public a précisé que l'ouverture de huit nouvelles lignes dans la capitale « s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'ETUSA visant à répondre à la demande croissante des voyageurs, notamment après les différentes opérations de relogement des habitants ».

Sur ces huit (8) nouvelles lignes, quatre (4) relient les nouveaux quartiers d'habitation aux gares ferroviaires de «Tessala El-Merdja» et de «Sidi Abdallah Université», a-t-elle fait savoir la responsable a, à cette occasion, rappelé que le réseau de transport urbain et suburbain couvrirait plus de 3000 km (aller-retour), s'étendant à l'est



jusqu'à Reghaïa, à l'ouest jusqu'à Zeralda et au sud jusqu'à Sidi Moussa et Ouled Chebel, avec 122 lignes, 1.200 arrêts et 27 gares.

Abordant la formation, l'intervenante a indiqué que l'entreprise œuvrait à ce que chaque travailleur obtienne un stage de formation au moins une fois dans l'année, en sus de l'organisation d'autres stages pour l'obtention du

certificat de formation professionnelle. La responsable a annoncé par ailleurs le lancement officiel du nouveau site web de l'entreprise, évoquant le projet du «bus intelligent» équipé d'un système audiovisuel qui permet aux passagers d'obtenir des informations sur l'itinéraire du trajet, d'annoncer la prochaine station et les stations restantes et les messages de sensibilisation

et les informations générales. La Directrice de la planification a par ailleurs rappelé les efforts de l'entreprise dans le développement de l'application «ETUSA MOB» sur le téléphone portable pour une meilleure qualité de services. Au terme de la présentation, les membres de la Commission des transports et des télécommunications ont salué les efforts consentis par l'entreprise, notamment concernant la mise à disposition de bus spéciaux au profit des personnes aux besoins spécifiques, proposant la généralisation de l'idée.

Selon le communiqué de l'APN, les membres de la Commission ont appelé à augmenter le nombre de lignes de transport dans la capitale, le renforcement du parc avec de nouveaux bus, ainsi que l'amélioration des conditions sociales des travailleurs de l'entreprise.

PARLEMENT - TRANSPORTS

Navigation aérienne: une baisse de 40 % de la navigation aérienne par rapport aux niveaux d'avant la pandémie

Le trafic aérien a enregistré une baisse de 40% en Algérie comparativement à 2019 avant le début de la pandémie de Covid-19, a indiqué dimanche à Alger le directeur général de l'Établissement national de la navigation aérienne (ENNA), Youcef Safir. Auditionné par la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée nationale populaire (ANP), M. Safir a révélé que le recul de la navigation aérienne a entraîné la baisse de 50% en 2020 et 45% en 2021 du chiffre d'affaire de l'ENNA qui avoisinait 13,22 milliards DA en 2019, indique un communiqué de l'ANP. Il a prévu une baisse de 40% du chiffre d'affaire en 2022 par rapport aux niveaux enregistrés avant la pandémie (2019). M. Safir a présenté un exposé sur les activités de

l'ENNA qui compte une effective s'élevant à 3300 employés à travers le territoire national et dispose de 36 tours de contrôle du trafic aérien répartis sur tous les aéroports domestiques et internationaux en service. L'ENNA veille à assurer la sécurité des avions survolant l'espace aérien national et les su it et accompagne les vols de son point de départ jusqu'à leur atterrissage ou entrée dans le territoire national ou départ du territoire national.

Dans ce cadre, le responsable a précisé que la position de l'Algérie en tant que centre de transit international permet à 5.000 compagnies aériennes d'utiliser notre espace aérien, à raison de 260.000 mouvements annuels, soulignant à cette occasion l'importance «qualitative» des aéroports de

Ghardaïa et de Tamanrasset, utilisés comme stations techniques «extrêmement importantes» pour les vols vers l'Afrique. L'ENNA a réalisé cinq nouvelles tours de contrôle «équipées des dernières technologies intelligentes», situées dans les wilayas d'Alger, d'Oran, de Tamanrasset, de Constantine et de Ghardaïa, a indiqué M. Safir. A cet effet, il a souligné que le centre de contrôle régional de la wilaya de Tamanrasset, conçu pour être similaire à celui de Cherahba (Alger), a connu un retard dans la réception en raison de la pandémie de Coronavirus, ajoutant que ce centre permettra la généralisation de la surveillance de l'espace aérien algérien par radar, indique le communiqué.

UNIVERSITÉ

Mascara: signature d'un accord de coopération entre le CSLA et l'Université "Mustapha Stambouli"

Un accord de coopération a été signé, lundi, entre

l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara et le Conseil supérieur de la langue arabe (CSLA), a-t-on constaté.

L'accord, signé sous la supervision du président du Conseil supérieur de la langue arabe, Salah Belaid et le recteur de l'Université "Mustapha Stambouli", Samir Bentata, comprend la coopération dans les domaines de la recherche scientifique, l'encadrement pédagogique, l'organisation de rencontres et l'exploitation des capacités humaines et matérielles des deux instances.

Dans son allocution à cette occasion, Salah Belaid a indiqué que le CSLA a réalisé de nombreux succès, ces dernières années, grâce à la coopération avec de nombreuses instances administratives et scientifiques, avec le soutien des hautes autorités du pays et l'exploitation des grandes capacités scientifiques des établissements universitaires

et recherche, contribuant dans les travaux lancés par le CSLA dont notamment la confection et l'élaboration de dictionnaires.

Le même responsable a souligné que le conseil mise également à réaliser ses objectifs, en particulier le soutien de l'utilisation de la langue arabe dans toutes les instances et travaux, notamment dans les établissements éducatifs (des écoles primaires aux établissements de l'enseignement supérieur), en plus de l'administration et les médias.

De son côté, le recteur de l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara, Samir Bentata a salué cet accord, qui permettra aux enseignants de l'université, chercheurs et étudiants de contribuer aux travaux du CSLA, à l'intérieur du pays et à l'étranger, à travers le réseau scientifique et de recherche concernés.

Il a, en outre, souligné que l'accord vise à échanger et à

accompagner des étudiants chercheurs, notamment au stade du doctorat et à échanger et accompagner des cadres techniques et administratifs, notamment dans le domaine de l'utilisation des programmes de recherche, du développement de programmes communs de formation et de la facilitation de l'accès à la connaissance scientifique par l'échange de publications et de documentation.

L'accord vise également à la coopération entre le Conseil supérieur de la langue arabe et l'université "Mustapha Stambouli" dans le domaine des nouvelles productions éducatives comme l'enseignement électronique, l'enseignement à distance et la contribution à créer des laboratoires et des équipes de recherche spécialisées dans les domaines d'intérêt commun, a ajouté M. Bentata.

APS

JUSTICE

Tribunal de Sidi M'hamed : l'ancien ministre de l'Energie Chakib Khelil condamné à 20 ans de prison ferme

Le juge du pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a prononcé, lundi, une peine de 20 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien ministre de l'Energie Chakib Khelil, dans le cadre du premier procès dans l'affaire de corruption lorsqu'il était à la tête du secteur.

L'accusé a été également condamné à verser une amende de 2 millions de DA, avec le maintien du mandat d'arrêt international émis en septembre 2019, conformément aux réquisitions du procureur de la République.

L'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Mohamed Meziane a écopé, quant à lui, d'une peine de 5 ans de prison, tandis qu'une peine de 6 ans de prison a été prononcée à l'encontre de son adjoint, Abdelhafid Feghouli, assortie d'une amende d'un million de DA chacun, de même qu'ils doivent s'acquitter, in solidum, de 20 millions de DA.

Les accusés étaient poursuivis pour des délits liés à la dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conclusion de marchés publics contrairement à la réglementation en vigueur notamment lors de conclusion du marché pour la réalisation du complexe gazier d'Arzew (Oran) en 2008, lors duquel le Groupe italien Saipem a été privilégié, sur instruction de l'ancien ministre, Chakib Khelil, au détriment d'une société émiratise qui avait pourtant présenté une meilleure offre.

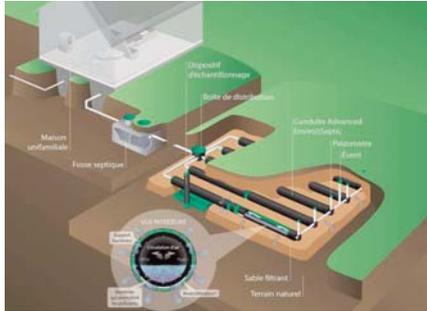
Pour les deux accusés Gilbert Bulato et Massimo Gallipoli Steal, représentants du Groupe italien, ils ont été condamnés à une peine de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA chacun. L'accusé Ferhat Toufik a été condamné à une peine de 6 ans de prison assortie d'une amende d'un million de dinars.

ENVIRONNEMENT

Timimoun: présentation d'un projet de mini-stations de traitement des eaux usées

Un projet de création de mini-stations de traitement des eaux usées a été présenté aux élus locaux de Timimoun, afin de montrer l'intérêt et les avantages de ce type d'ouvrages pour la préservation de l'environnement et la réutilisation des eaux traitées dans l'irrigation, a-t-on appris lundi auprès de l'Assemblée populaire de wilaya.

La société «Envirostep», spécialisée dans le traitement écologique des eaux usées a fait une présentation détaillée, devant les élus communaux et de wilaya, du mode de fonctionnement de ces petites unités de traitement des eaux usées et leur intérêt pour lutter contre les désagréments causés par l'exutoire. Ami de l'environnement et économique, ce projet ne nécessite ni énergie ni maintenance régulière, tout comme il n'impose pas de produits chimiques et ne cause pas de nuisances et d'odeurs durant l'opération de traitement, a expliqué le directeur de la société, Habib



Merabet. Une fois traitées, les eaux peuvent être réutilisées dans l'irrigation agricole et la revivification des palmeraies de «l'Oasis rouge» (Timimoun), en

plus de préserver les nappes hydriques souterraines et de protéger l'environnement, a expliqué M. Merabet. Le projet est déjà utilisé en Algérie, à travers

32 stations du type, installées dans différentes wilayas, notamment par des entreprises pétrolières à Hassi-Messaoud (Ouargla) et Reggane (Adrar), au vu de son intérêt pour le traitement des déchets liquides et leur transformation en eaux réutilisables, selon les explications fournies.

Les élus locaux ont montré, pour leur part, un intérêt à ce genre de projets environnementaux permettant de remédier aux désagréments de l'exutoire des eaux usées, notamment en période estivale, avec les odeurs nauséabondes et la prolifération de moustiques, sans compter les problèmes d'allergies.

ELEVAGE CAMELIN

M'sila: 600 quintaux de son cédés au prix subventionné

Une quantité de 600 quintaux de son a été cédée récemment au prix subventionné aux professionnels de l'élevage camelin activant à M'sila, ont annoncé lundi les services de la wilaya.

L'opération, faisant suite à une instruction du wali Abdelkader Djellaoui, consiste à aider les 50 éleveurs de la filière que compte la wilaya, avec un troupeau de 1.450 camélins, pour faire face au manque de fourrage, ont noté les services de la wilaya de M'sila.

Cédés au prix réglementaire de 2.300 DA le quintal, ces 600 quintaux

(60 tonnes) de son font partie d'une quantité globale de 2.300 quintaux (qx) saisis durant les trois dernières semaines suite à des opérations visant à lutter contre la spéculation commerciale, a noté la même source, indiquant que la quantité saisie a été remise à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OALC). L'élevage camelin est localisé essentiellement dans les communes de Sidi Aissa, Khettouti Sed El Djir, Souamaa, Khehall, Ouled Madhi et M'sif, a souligné la même source, ajoutant que la

distribution de cette quantité de son aux professionnels de l'élevage camelin contribuera à alléger les charges liées à cette activité et à les accompagner dans le cadre de la diversification de la production des viandes rouges dans la wilaya de M'sila. La quantité distribuée constitue un appui pour valoriser de nouveau l'élevage camelin entré depuis les années 1960 dans une phase de marasme, ont rappelé les mêmes services, expliquant que M'sila constitue la destination préférée des adeptes de viande et de lait camelin.

AGRICULTURE

Nâama: raccordement du périmètre agricole «Ain Benghezala» au réseau électrique

Le périmètre agricole «Ain Benghezala» dans la daïra de Asla (wilaya de Naama) a été raccordé dimanche au réseau d'électricité, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Le raccordement de ce périmètre d'une superficie de 60 hectares permet, grâce à la réalisation de transformateurs électriques et de câbles sur une longueur de sept kilo-

mètres dans le cadre d'un investissement de 21 millions DA, la mise en service de forages destinés à l'irrigation agricole et l'extension dans le cadre de la mise en valeur des terres agricoles, a-t-on indiqué. L'achèvement de cette opération a coïncidé avec le lancement des travaux de deux autres projets dans la daïra d'Asla pour le raccordement des périmètres agricoles de «Nif

Laagab» et de «Mchiraat Laqta» au réseau électrique, selon la même source. Les services de la DSA de la wilaya de Nâama ont précisé que le programme d'électrification en cours sur 255 km à travers les différentes communes de la wilaya a atteint, à ce jour, un taux d'avancement de plus de 95% et a permis le raccordement d'environ 355 exploitations agricoles,

alors que les travaux d'électrification sur 150 km touchant 192 exploitations agricoles ont été lancés dernièrement.

Par ailleurs, la DSA a lancé, cette semaine, une autre opération pour l'acquisition d'environ 41.000 plants d'arbres fruitiers dans le cadre du programme de soutien aux jeunes investisseurs financée par le Fonds national de développement rural.

AÏN TÉMOUCHENT

3,6 mds de DA alloués aux projets de développement en 2022

La wilaya d'Aïn Témouchent a bénéficié, au titre de l'année 2022, de plus de 3,6 milliards (mds) de DA pour la matérialisation de projets de développement, dans le cadre des programmes sectoriels (PS) et des plans communaux de développement (PCD), a indiqué le directeur de la programmation et du suivi du budget de la wilaya, Saïd Torki.

Sur ce montant, une enveloppe de 1,91 milliard de DA a été allouée à la concrétisation de 24 opérations de développement dans le cadre des PS, 81,19 millions de DA à la réévaluation des programmes sectoriels en cours de réalisation, et 1,7 milliard de DA au titre de financement des PCD dans 28 communes, a précisé le responsable.

Concernant les projets en cours de

réalisation dans la wilaya, ils totalisent le nombre de 208 pour un montant de 45,94 mds de DA, dont 4,58 mds de DA destinés au secteur des ressources en eau, 4,7 mds de DA alloués au secteur des travaux publics et 3,92 mds de DA à celui des équipements publics, a détaillé M. Torki. La wilaya a enregistré également 132 opérations de développement au titre des PCD en cours de réalisation pour un financement de 1,13 milliard de DA dont 67 projets en voie de réception. En 2021, les efforts de développement avaient permis de clôturer 234 projets de développement au titre des PCD, outre 87 dans le cadre des programmes sectoriels de développement concrétisés dans un ensemble de communes pour améliorer le cadre de vie des populations, a ajouté le Directeur.

OUM EL BOUAGHI

Réception prochaine de 24 projets de développement

La réception de 24 projets de raccordement au réseau d'électricité et de réalisation de conduites d'assainissement à travers plusieurs zones d'ombre de la wilaya d'Oum El Bouaghi est programmée "avant la fin avril 2022", a indiqué lundi la directrice de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la construction (DUAC). Dans une déclaration à l'APS, la directrice locale du secteur, Rosa Benzerrouk a affirmé que ces opérations font partie d'un ensemble de 40 projets portant raccordement des zones d'ombre à l'électricité et aux réseaux d'assainissement, soulignant que la réalisation de ces projets au titre de l'exercice 2021, dont 16 déjà réceptionnés, a nécessité la mobilisation de 300 millions DA. Les projets en question toucheront 762 habitations réparties sur 17 communes de la wilaya dont les localités d'Ain Fakroun, Boughrara Saoudi, Souk Naâmane, Ouled Zouai, El Amiria, Sigus, Berriche, Ain Kercha, Ksar Sbiha et Ouled Kacem, a détaillé Mme Benzerrouk. Quatorze (14) projets sur ce nombre global connaissent un taux d'avancement de 95 %, alors que le taux d'avancement du reste des projets oscille entre 20 et 60 %.

Les antennes de la direction locale de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la construction suivent périodiquement, à travers les différentes communes concernées par ces projets, l'avancement des travaux et leur réalisation, afin d'assurer leur réception dans les délais impartis, selon Mme Benzerrouk.

Une fois réceptionnés, ces projets réservés aux mechtas et régions éloignées de cette wilaya devraient permettre d'améliorer les conditions de vie de la population, a signalé la directrice de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la construction d'Oum El Bouaghi.

MÉDÉA

Régularisation de 80% des diplômés en insertion professionnelle et sociale

Quatre-vingt pour cent (80 %) des diplômés universitaires concernés par l'opération d'insertion des affiliés aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et d'insertion sociale (PID) ont été régularisés, à ce jour, dans la wilaya de Médéa, a-t-on appris, lundi, du directeur local de l'emploi.

La mise en œuvre du dispositif de régularisation a permis le placement dans le secteur administratif de pas moins de 5337 diplômés universitaires, sur un total de 6670 diplômés affiliés aux dispositifs DAIP et PID, soit un taux de régularisation de 80%, a déclaré à l'APS, Mohamed Lamine Zitouni. Les placements réalisés ont concerné les secteurs des collectivités locales, avec la régularisation de 3121 diplômés universitaires, représentant un taux d'intégration de 92%, la jeunesse et les sports, 368 placements, la santé, 381 placements et la formation professionnelle, 116 placements, soit un taux de régularisation respectif de 98 %, 96% et 100 % pour ce dernier secteur, a-t-il expliqué. Le secteur de l'éducation, qui concentre le plus grand nombre d'affiliés à ces dispositifs, totalisant près de deux mille diplômés, le directeur local de l'emploi a révélé que le taux de régularisation dans ce secteur se situe à 53 %, aboutissant au placement de 1003 diplômés universitaires. 348 autres diplômés, affectés à diverses administrations, ont également bénéficié de régulation, soit un taux de 67% de l'effectif recruté par ces administrations, dans le cadre de ces dispositifs, a-t-on noté. S'agissant des placements effectués dans le secteur économique, Mohamed Lamine Zitouni a fait état de la régulation de la situation professionnelle de 7 diplômés, sur un total de 81 diplômés émergeant dans ces dispositifs d'insertion professionnelle et sociale. Ce "faible" taux de placement est dû, d'après ce même responsable, à la centralisation de la gestion des ressources humaines de certaines entreprises économiques et la situation financière délicate à laquelle font face d'autres entreprises, réduisant, ainsi, les possibilités de placement ou d'ouverture de postes budgétaires au profit de ces diplômés, a-t-on conclu.

TRAVAUX PUBLICS

Khenchela : des travaux de réalisation du dédoublement de la RN 80 bientôt lancés

Les travaux de réalisation du dédoublement de la RN 80 dans son segment reliant les communes de Khenchela et Babar seront lancés "prochainement", a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale des travaux publics.

La Direction des travaux publics a ouvert hier (dimanche) les plis des soumissions du projet du dédoublement de la RN 80 dans sa partie reliant les communes de Khenchela et Babar en présence de représentants des entreprises participantes, a-t-on indiqué, précisant que l'annonce des entreprises retenues aura lieu dans le courant de la semaine en vue de lancer le projet dès l'achèvement des procédures administratives relatives au code des marchés publics.

La même source a ajouté que dans le cadre du programme complémentaire du développement de la wilaya de Khenchela, un budget de 2,7 milliards de dinars, destiné

à la concrétisation du projet du dédoublement de la RN 80 dans sa partie reliant la commune de Khenchela à la commune de Babar sur un linéaire de 30 km, a été mobilisé.

Une fois réalisé, le dédoublement de la RN 80 entre les communes de Khenchela et Babar contribuera à la réduction des accidents de la routes enregistrés sur ce tronçon et la modernisation du réseau routier entre le chef-lieu de wilaya et la région sud lui permettant de devenir un pôle agricole et touristique important.

Pour rappel, à l'issue de la réunion du Gouvernement qui a eu lieu à Khenchela le 12 décembre 2021, il a été procédé à l'inscription et la levée du gel sur 7 grands projets de développement dans le secteur des travaux publics pour une enveloppe financière dépassant 6,8 milliards DA.

FORUM ARABE SUR L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

M. Walid présente l'expérience algérienne dans l'économie du savoir et les start-up

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie du Savoir et des Start-up, Yacine Mehdi Walid a pris part, dimanche à Dubaï (Emirat arabe unis), aux travaux du Forum arabe sur l'économie numérique où il a présenté l'expérience algérienne en matière d'économie du savoir et des start-up.

Dans son allocution prononcée lors du Forum organisé dans le cadre de «EXPO 2020 DUBAÏ», M. Walid a appelé à la nécessité de fonder une coopération interarabe pour être au diapason des avancées technologiques, réaliser un saut numérique et un espace numérique créateur de richesse, a indiqué un communiqué du ministère délégué. Le ministre délégué a rappelé les acquis remportés en Algérie concernant l'écosystème des start-ups que ce soit les cadres juridiques et les mesures juridiques en vigueur ou les modalités de financement mobilisés par l'Etat pour les projets innovants, ajoute la même source.

Organisé sous l'égide du secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Abou Al Ghit, le Forum vise le développement des fondements de l'économie numérique dans la région arabe et l'appui des efforts de l'action arabe commune en vue de renforcer cette économie, à travers 20 objectifs stratégiques et 50 programmes.

Ces objectifs et programmes focalisent sur le développement des différents domaines à l'image des infrastructures numériques, du gouvernement intelligent, de l'éducation, du e-commerce, des services financiers, de la santé, de l'industrialisation et du commerce, selon la même source. Le Forum a regroupé de nombreux hauts responsables et experts de la région arabe, des représentants d'organisations internationales onusiennes, du forum économique mondial, l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), l'Université Harvard et l'organisation l'ESWCWA.

TIZI-OUZOU

Livraison en 2023 du barrage de Souk NTleta

La réception du barrage de Souk NTleta dans la commune de Tadmait à l'Ouest de Tizi-Ouzou est prévu pour mars 2023, ont indiqué lundi les responsables de ce projet au wali Djilali Doumi au cours de sa visite d'inspection et de travail sur site de cet ouvrage hydraulique.

Un exposé sur l'avancement des travaux a été présenté au wali par les responsables du projet (L'Agence nationale des barrages et des transferts "ANBT") et le groupement d'entreprises turque (réalisateur du projet) auprès desquels, M. Doumi a insisté sur l'achèvement des travaux de ce barrage avant les délais fixés.

Quelques contraintes rencontrées sur site ont été soulevées, parmi lesquelles la question principale de logement des 271 familles dont les demeures sont situées sur le site du projet et dont l'assiette servira à l'extraction de l'argile nécessaire pour la construction du barrage.

M. Doumi a, à l'occasion, instruit les responsables en charge de l'opération de logements des familles d'accélérer les travaux de réalisation des logements dont certains sont sur le point d'être achevés. D'une capacité de 98 millions de mètres cubes, le barrage, dont les travaux lancés en 2014 sont achevés à 80%, devait être initialement livré en 2020, selon les responsables du projet. Dans les communes de Mkira et Tizi-Ghennif, où il a inspecté plusieurs projets de divers secteurs, le chef de l'exécutif local a relevé "un écart de développement" par rapport à d'autres régions de la wilaya, notamment, en matière d'infrastructures. M. Doumi a déploré le non lancement de plusieurs projets dont les budgets ont été pourtant attribués et débloqués, déplorant, à ce propos, que sur les 210 millions DA destinés à la réalisation de certains projets au niveau de ces deux communes au titre de l'année 2021, seul 70 millions DA ont été consommés. Le wali de Tizi Ouzou a, à ce titre, exhorté les responsables locaux, élus et chef de daïra, à procéder au lancement sans délais des projets inscrits et non encore entamés.

APS

RAMADHAN

L'Algérienne des viandes rouges assurera des prix entre 1.200 et 1.300 Da le Kg

L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) a mis un dispositif spécial pour le mois de Ramadhan, comprenant 150 points de vente répartis sur l'ensemble du territoire national où le prix du kilogramme ne devrait pas dépasser 1.300 Da pour la viande ovine et 1.200 Da pour la viande bovine, a indiqué lundi à Alger son Président-Directeur général, Lamine Derradji.

A l'approche du mois sacré, «Alviar a déjà commencé à installer des points de vente dans les grandes villes comme Alger, Annaba et Oran», a déclaré M. Derradji à la chaîne III de la Radio Algérienne, précisant que l'objectif était «d'installer 150 points de vente répartis sur plusieurs wilayas avec des prix étudiés, qui ne dépasseraient pas 1.300 Da pour la viande ovine et 1.200 Da pour la viande bovine».

Il a fait savoir aussi que l'Alviar a importé «4.000 bovins dédiés à l'abattage spécialement pour le mois de Ramadhan». Concernant la préservation des races ovines locales comme celles de Ras-El-Hamra et de Ouled Djellal, M. Derradji a tiré la sonnette d'alarme du risque d'«extinction» de ces races de «haute valeur» suite, principalement, à «la cherté et le manque de l'aliment de bétail» d'une part, et «l'absence de pâturage causé par l'absence de pluie au cours de ces deux dernières années», d'autre part, a-t-il argué. Selon lui, le cheptel ovin ne comprend actuellement que «quelques milliers» de têtes de ces deux races, qu'il a qualifiées de "patrimoine à conserver" pour éviter, entre autres, d'aller vers l'importation de la viande ovine, tout en déplorant la vente dans les boucheries de la viande du «capital producteur», en l'occurrence la brebis.

En signe d'espoir, M. Derradji a évoqué des centres de reproduction mis en place au niveau de l'Alviar pour repleu-



pler ces deux races ovines, et un programme du ministère de tutelle destiné à leur conservation, sans fournir davantage de détails. Il a annoncé, dans le même contexte, la signature dans «des jours à venir» d'un contrat entre Alviar et un «groupe algérien» pour le lancement d'un projet de ferme pilote de production de brebis reproductrices à Bougtoub dans la wilaya d'El-Bayadh, s'étalant sur «quelque 10.000 hectares et qui vise plus de 40.000 têtes de brebis reproductrices», a-t-il expliqué.

Les viandes rouges représentent 17% de l'économie agricole

Par ailleurs, l'invité de la Radio nationale a indiqué que «la filiale des viandes rouges en Algérie représente près de 17% du poids de l'économie

agricole, et génère un flux de production estimé à 600 milliards de dinars, avec un taux de croissance moyen de 4,18%», rappelant que le cheptel national ovin est «évalué à 31 millions de têtes, dont 19 millions de brebis reproductrices».

Il a ajouté que «le volume de la production nationale annuelle des viandes rouges est de 580 milles tonnes», relevant que «le taux d'importation du bovin frais et congelé a enregistré une baisse de plus de 87% durant la période 2016-2021».

Le P-Dg de l'Alviar a fait savoir aussi que le nombre d'éleveurs s'élevait à «plus de 25.000 éleveurs à travers le territoire national, dont des éleveurs saisonniers qui ne font de l'élevage qu'à l'approche de l'Aïd El-Adha ou le mois de Ramadhan, notamment».

TAMANRASSET

Plus de 200 familles africaines bénéficient d'aides alimentaires et médicales

Plus de 200 familles africaines vivant à Tamanrasset ont bénéficié de plusieurs aides alimentaires et médicales au titre d'initiatives de solidarité menées par le Croissant rouge algérien (CRA). Retenue au titre du programme du CRA, cette opération de solidarité, qui a donné lieu à la remise de colis alimentaires de première nécessité, fait partie d'une série d'aides ayant ciblé, depuis le début de la pandémie du Coronavirus, plus de 200 familles africaines vivant à Tamanrasset,

dont certaines ont bénéficié également de la vaccination anti-Covid-19, a indiqué le chargé de la coordination des opérations de solidarité au CRA, Abdesslem Mellal. Selon le même responsable, ces actions reflètent l'engagement des autorités algériennes en matière de prise en charge humaine des ressortissants africains établis dans la région à travers des programmes de solidarité du CRA, dans l'esprit des principes de la fédération inter-

nationale des Croissants et Croix rouge. A ces efforts de solidarité, s'ajoutent l'organisation de consultations médicales (générale et spécialisée) au profit des ressortissants africains, représentant 40% du nombre global des consultations assurées l'année dernière (2021) par l'hôpital de Tamanrasset, a relevé, de son côté, Ilyes Akhamouk, praticien spécialiste. Les ressortissants africains malades ont profité de 29% des interventions chirurgicales

menées en 2021 au niveau de la structure médicale précitée, et représentant également 28% des malades évacués vers les structures du Nord du pays pour des soins spécialisés, a-t-il ajouté. Pas moins de 215 personnes atteintes du SIDA, issus de 13 nationalités africaines, ont été prises tout au long des 20 dernières années au niveau de l'hôpital de Tamanrasset qui a également pris en charge plus de 800 malades africains atteints de paludisme, selon la même source

ILLIZI

Divers projets de développement en cours de réalisation à Debdeb

Une série de projets de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la circonscription administrative de Debdeb (540 km Nord d'Illizi), dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie du citoyen, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya d'Illizi. Relevant de différents programmes de développement, ces projets portent sur la réalisation, à Debdeb, d'un hôpital de 60 lits, appelé à améliorer les prestations de santé dans cette commune frontalière qui accuse un grand déficit en prestations médicales.

D'un coût de 1,5 milliard DA, cet établissement hospitalier est doté, entre autres des services d'urgences, d'imagerie médicale, de gynécologie et d'une pharmacie. Cette collectivité a également bénéficié d'une opération

de réalisation d'une polyclinique, livrable cette année, dans le cadre de la consolidation et l'extension de la couverture sanitaire dans la région. Les actions de développement sont renforcées dans la région par la réalisation d'un château d'eau de 1.000 m3, du raccordement du nouveau groupement rural jouxtant le quartier "Hai El-Maghreb Al-Arabi" au réseau d'assainissement, dans le but de prendre en charge les extensions urbaines de la commune.

Le parc immobilier de Debdeb vient d'être étoffé, de son côté, d'un projet de 140 logements ruraux dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, en plus de l'aménagement de trois groupements ruraux et leur raccordement aux réseaux divers, et de la réalisation d'un groupement scolaire catégorie "D" à la cité "El-

Amel" et d'un collège à la nouvelle zone urbaine. Dans le but de répondre à la dynamique économique que connaît la région, Debdeb a bénéficié d'une opération de réhabilitation et de modernisation du réseau routier, dont le dédoublement, sur 3,5 km, de la route reliant le poste frontalier à l'entrée de la ville, en plus d'autres projets d'aménagement et d'embellissement urbain et la réfection de l'éclairage public.

La commune de Debdeb réalise actuellement, dans le cadre des préparatifs pour la réouverture du poste frontalier terrestre, une base logistique du groupe public de transports de marchandises et de logistique (Logitrans), sur une superficie de quatre (4) hectares, localisée près de ce poste frontalier, lui aussi, l'objet de travaux de réhabilitation de ses structures.

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 96 dollars à Londres

Les prix du pétrole ont atteint lundi de nouveaux sommets, encouragés par les tensions en Russie et en Ukraine qui menacent l'offre pétrolière.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril était à 94,47 dollars, après un pic à 96,16 dollars (vers 10H00 GMT). A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars était proposé à 93,21 dollars, atteignant également un nouveau sommet depuis 2014 à 94,94 dollars le baril. La « peur de l'escalade des tensions » dans la crise russo-occidentale, d'une ampleur jamais vue depuis la fin



de la Guerre froide, a poussé le prix du Brent au dessus de la barre des 95 dollars le baril, ont souligné des experts pétroliers, n'écarter pas le risque que le pétrole s'envole encore plus haut dans les prochains jours. « Compte tenu du faible niveau des stocks et de la diminution de la capacité de réserve, le marché du pétrole ne peut pas se permettre de grandes perturbations de l'offre », a-t-on également souligné.

FINANCE

Les marchés boursiers mondiaux chutent, secoués par la crise sur l'Ukraine

Les marchés boursiers mondiaux affichaient de sévères baisses lundi, inquiets d'une possible invasion imminente de l'Ukraine par la Russie. L'Europe chutait lourdement dans les premiers échanges, avec des pertes de 3,68% à Milan, de 3,51% à Paris, de 3,28% à Francfort, touchant un plus bas depuis octobre, et de 1,91% à Londres (vers 09H00 GMT). En Russie, l'indice RTS plongeait de 4,29%.

Les marchés asiatiques avaient déjà donné le ton plus tôt, Tokyo perdant 2,23%, les Bourses chinoises reculant plus modérément (Hong Kong -1,41%, Shanghai -0,98%). Dès vendredi, les inquiétudes géopolitiques des investisseurs avaient fait

basculer Wall Street nettement dans le rouge: le Dow Jones avait perdu 1,43%, le Nasdaq 2,78% et l'indice élargi S&P 500, 1,90%. « Le marché intègre le danger d'une guerre dans les cours », observe Jochen Stanzl, analyste chez CMC Markets. « Même si l'espoir d'une avancée diplomatique de dernière minute dans le dossier ukrainien reste important sur les marchés, beaucoup d'investisseurs sont forcés de se séparer d'actions en raison de la hausse des risques géopolitiques ». La peur d'un conflit armé pousse au contraire les investisseurs à se réfugier vers des actifs perçus comme plus sûrs, comme les emprunts d'Etat, le rendement à 10 ans de l'Allemagne, qui fait ré-

rence en Europe, tombait ainsi à 0,20%, contre 0,30% à la clôture vendredi. Elle a aussi fait s'enflammer les cours du pétrole, au plus haut depuis sept ans. « Le cours du pétrole est ainsi très surveillé et pourrait atteindre le seuil des 100 dollars à court terme et peser un peu plus sur la hausse de l'inflation », estime Vincent Boy, analyste du courtier IG France. Les cours du pétrole restaient très hauts après leur envolée de plus de 3% vendredi. Le baril de Brent pour livraison en avril ne reculait que de 0,22% à 94,23 dollars, et le WTI à échéance mars restait stable à 93,08 dollars (vers 09H55 GMT). L'euro cédait 0,34% face au billet vert, à 1,132 dollar.

CHANGES

L'euro recule face au dollar

L'euro reculait lundi face au dollar et aux autres devises refuges dans un marché manquant d'appétit pour le risque alors que la tension entre l'Occident et la Russie autour de l'Ukraine ne cesse d'augmenter. L'euro cédait dans la matinée 0,35% face au billet vert à 1,1310 dollar pour un euro. Face au yen, l'euro perdait 0,67% à 130,12 yens et de 0,52% face au franc suisse à 1,0818 franc suisse. « Les valeurs refuges ont le vent en poupe », commentent des analystes ajoutant qu'il y a peu de choses à l'agenda en termes de données économiques, « donc tous les regards sont rivés sur l'Ukraine ». Le chancelier allemand Olaf Scholz est attendu lundi à Kiev, puis mardi à Moscou, pour poursuivre les efforts diplomatiques en vue de désamorcer la menace d'invasion russe de

l'Ukraine, alors que les ministres des Finances du G7 ont affirmé être prêts à imposer « dans un délai très court » des sanctions économiques et financières aux « conséquences massives et immédiates sur l'économie russe ». Même dans un scénario d'invasion de l'Ukraine, qui provoquerait un nouveau pic des prix de l'énergie en Europe, cette poussée inflationniste ne devrait pas affecter la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), jugent des experts. Ils conseillent de se focaliser sur les facteurs qui vont façonner la performance économique de la zone euro cette année (Omicron de moins en moins présent, problèmes de chaînes d'approvisionnement qui se résolvent et hausse des taux de la Fed).

ESPAGNE

Nouvelle augmentation du salaire minimum malgré l'opposition du patronat

Le gouvernement de gauche espagnol a annoncé mercredi une nouvelle hausse du salaire minimum, malgré l'opposition du patronat qui s'inquiète de l'impact de cette augmentation sur les entreprises en pleine reprise économique.

« Nous sommes parvenus à un accord avec les syndicats » pour une nouvelle « hausse du salaire minimum », avec un « caractère rétroactif au 1er janvier 2022 », a annoncé sur Twitter la ministre communiste du Travail Yolanda Diaz. Cette

hausse de près de 3,6% va permettre au salaire minimum (SMI) espagnol d'atteindre le cap symbolique des 1.000 euros bruts par mois sur 14 mois, le salaire étant traditionnellement versé en 14 fois dans le pays. Sur 12 mois, le salaire minimum sera désormais de 1.165 euros bruts. Selon le syndicat Commissions ouvrières (CCOO), elle bénéficiera à 1,8 million de personnes, principalement des jeunes. L'agriculture et les services sont les secteurs qui bénéficieront le plus de cette revalorisation.

Il s'agit « d'un pas supplémentaire dans l'amélioration des conditions de travail des personnes les plus précaires et les plus vulnérables », s'est réjoui le secrétaire général de CCOO, Unai Sordo. Cet accord n'a en revanche pas été signé par les organisations patronales, dont la principale, la CEOE, qui a jugé cette augmentation prématurée car la reprise économique post-Covid a « pris du retard » en Espagne ces derniers mois.

ALLEMAGNE

L'inflation confirmée à 4,9% sur un an en janvier

L'inflation en Allemagne, tirée par les prix de l'énergie et les pénuries, a atteint 4,9% sur un an en janvier, selon des chiffres officiels publiés vendredi qui confirment le léger ralentissement comparé à décembre. Après avoir atteint en décembre, avec 5,3%, « son plus haut niveau depuis presque 30 ans », la hausse des prix a ralenti pour la première fois depuis juin 2021 mais « reste à un niveau élevé », note l'Office fédéral des statistiques Destatis dans un communiqué. Sur un mois, l'inflation en janvier était de 0,4%. Le ralentissement est essentiellement lié à la fin d'un effet de base sur le taux de TVA en Allemagne. Cet impôt avait été réduit de 3 points entre juillet et décembre 2020 pour soutenir la consommation, au sortir de la première vague de Covid-19. Mais « des effets liés à la crise, comme les pénuries et la nette hausse des prix pour les produits semi-finis et l'énergie » tirent toujours l'inflation vers le haut, explique Destatis. Les prix de l'énergie ont par exemple progressé de 20,5% sur un an après +18,3% en dé-

cembre, reflétant aussi l'impact de la taxation sur les émissions de CO2. Le prix des denrées alimentaires ont augmenté de 5%, avec une hausse de 8,3% pour les légumes ou encore de 6,3% pour les produits laitiers et le beurre. Sans l'énergie, l'inflation dans la première économie européenne était de 3,2% sur un an en janvier, ce qui accroît la pression sur la Banque centrale européenne (BCE). La BCE a ouvert la voie à un resserrement monétaire début février mais devrait encore attendre avant d'agir. Relever les taux d'intérêt maintenant « ne résoudra aucun des problèmes actuels », comme les pénuries de matières premières qui pèsent sur l'industrie, a noté la présidente de la BCE, Christine Lagarde, dans une interview aux journaux régionaux RND parue vendredi. « Au contraire, si nous agissons de manière trop précipitée maintenant, le rebond de notre économie sera considérablement plus faible et des emplois seraient en danger », a-t-elle ajouté.

APS

**PANDÉMIE
10 millions
d'emplois perdus
dans les industries
créatives en 2020
(UNESCO)**

La pandémie de Covid-19 a entraîné la perte de 10 millions de postes d'emploi dans les industries créatives en 2020 à travers le monde, selon un nouveau rapport de l'Organisation de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). C'est un « effondrement sans précédent » des revenus et de l'emploi dans le secteur culturel, relève le document de l'Unesco, intitulé « Repenser les politiques en faveur de la créativité » et publié sur son site Internet. Le rapport estime que la valeur ajoutée brute mondiale dans les industries culturelles et créatives a reculé de 750 milliards de dollars en 2020, première année de la pandémie, et que leurs revenus ont diminué de 20 à 40 % dans les pays où les statistiques sont disponibles. D'autre part, l'étude a constaté une baisse au cours des années qui ont précédé la pandémie une « baisse » des dépenses publiques mondiales consacrées aux industries créatives, ce qui a conduit à un « effondrement sans précédent » des revenus et de l'emploi dans ce secteur, amplifiant les conditions de travail déjà précaires de nombreux artistes et professionnels de la culture à travers le monde.

La couverture sociale des artistes, déjà insuffisante dans beaucoup de pays, s'est détériorée davantage à cause de la pandémie qui a véritablement révélé la vulnérabilité des travailleurs dans les secteurs culturels et créatifs, selon le document. Paradoxalement, la consommation mondiale de contenus culturels des individus et leur dépendance à leur égard ont, augmenté, alors que, dans le même temps, ceux qui produisent les arts et la culture ont de plus en plus de mal à travailler, détaille l'étude.

Le secteur culturel qui représente 3,1 % du Produit intérieur brut (PIB) mondial et 6,2 % des emplois dans le monde, a vu diminuer sa capacité à « stimuler une croissance économique » durable dans les pays en développement, durant cette pandémie. Pour faire face aux défis de la crise mondiale, l'Unesco appelle les gouvernements à « assurer aux artistes et aux professionnels de la culture une protection économique et sociale » similaire à celle dont bénéficient déjà les personnes travaillant dans de nombreux autres secteurs. L'agence spécialisée de l'ONU propose, entre autres mesures, d'envisager l'instauration d'un salaire minimum dans l'emploi culturel, ainsi que de meilleurs régimes de retraite et d'indemnités de maladie pour les travailleurs indépendants. L'Unesco préconise également de concevoir des systèmes de rémunération plus équitables pour les artistes dont le contenu consommé est en ligne, notant que les revenus numériques « ne compensent » pas la forte baisse de revenus causée par l'absence d'événements en direct.

INDUSTRIE

La Chine en tête des demandes internationales de brevets en 2021

Les dernières statistiques publiées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ont montré que la Chine s'est classée au premier rang en termes de volume de demandes internationales de brevets en 2021 pour la troisième année consécutive, a rapporté lundi le China Science Daily. Selon les données de l'OMPI, environ 277.500 demandes internationales ont été déposées dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) en 2021, en hausse de 0,9% en glissement annuel. Les demandeurs de la Chine ont déposé 69.540 demandes, soit une croissance de 0,9% par rapport à 2020. Ceux des Etats-Unis, du Japon, de la République de Corée et de l'Allemagne ont déposé respectivement 59.570, 50.260, 20.678 et 17.322 demandes. L'entreprise de télécommunications Huawei, basée en Chine, est en tête du classement des demandeurs de PCT, ayant déposé 6.952 demandes en 2021. L'Université du Zhejiang de la Chine s'est classée au deuxième rang parmi les établissements d'enseignement avec 306 demandes de PCT en 2021.

OUARGLA 19 blessés dans un accident de la route à Aïn Beida

Dix neuf (19) personnes ont été blessées à différents degrés dans un accident de la route survenu ce lundi, dans le territoire de la commune d'Aïn Beida, daïra de Sidi Khouiled (wilaya d'Ouargla), a-t-on appris auprès de la Protection civile (PC).

L'accident s'est produit au niveau du point kilométrique (PK-189) sur la route nationale (RN-49), lorsque un minibus de transport de voyageurs assurant la ligne Hassi Messaoud/Ouargla est entré en collision avec un véhicule tout terrain, causant sur place des blessures à 19 personnes, dont trois (3) gravement blessées, selon la même source.

Les blessés, tous des passagers du minibus, ont été évacués par les agents de la Protection civile vers l'Établissement public hospitalier (EPH) «Mohamed Boudiaf» de la ville d'Ouargla, a-t-on expliqué.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

CONSTANTINE Un blessé dans l'incendie d'un atelier de ferronnerie à Ali Mendjeli

Une personne (1) a été grièvement blessée dans un incendie ayant ravagé dimanche un atelier de ferronnerie dans la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile (DPC).

L'incendie qui s'était produit au niveau du lotissement de l'AADL, situé à l'unité de voisinage (UV) 5, a causé des brûlures de 2ème degré au niveau du visage et des mains d'un homme âgé de 42 ans, a-t-on précisé à la cellule de la communication de ce corps constitué.

La victime de l'incendie qui a été secourue sur place par des médecins pompiers a été évacuée à l'établissement public hospitalier de Ali Mendjeli pour bénéficier des soins médicaux nécessaires, a fait savoir la même source.

L'incendie, dont les causes n'ont pas encore été déterminées, a-t-on ajouté de même source, a provoqué également la destruction d'une bouteille de GPL ainsi que deux autres bouteilles de gaz butane.

L'intervention rapide des éléments de la Protection civile a permis de sauver une habitation limitrophe (R+3), a révélé la même source, notant qu'une équipe d'agents de l'unité de la Protection civile de la même ville a été chargée d'assurer la surveillance et d'éviter la propagation du feu vers des constructions voisines.

Un camion anti-incendie, une ambulance ainsi que 12 sapeurs-pompiers, tous grades confondus, ont été mobilisés pour circonscrire le feu, a fait savoir la même source.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents afin de déterminer les causes exactes à l'origine de l'incident.

TLEMCCEN Vaste campagne de curage du réseau d'assainissement à Maghnia

Une vaste campagne de curage du réseau d'assainissement a été entamée dimanche à Tlemccen dans la commune de Maghnia, a-t-on appris de la chargée de communication de l'Office national d'assainissement (ONA) zone d'Oran, Merzoug Faïza. Portant sur l'élimination des points noirs et la réduction de la pollution de l'environnement et des ressources hydriques sur instructions du ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique,

CONSTANTINE "El Merdouma", un mode de cuisson des viandes très apprécié

La préparation de plats de viande selon une technique de cuisson traditionnelle dite "El Merdouma" s'est répandue dernièrement dans la wilaya de Constantine dopée par une demande croissante de la clientèle.

Appartenant au patrimoine culinaire algérien authentique, ce mode de cuisson est surtout répandu dans les régions du Sud du pays et dans les wilayas de l'Est dont Khenchela, Biskra et Batna.

L'appellation «Merdouma» est un terme arabe tiré de la racine "Erradm" signifiant enfouir sous terre, et consiste à faire mariner la viande rouge ou blanche et même de lapin avec des épices avant de la mettre sous terre pendant deux à trois heures dans des fours traditionnels.

Cette méthode de cuisson donne un goût très apprécié par les adeptes de la viande d'El Merdouma qui est cuite d'une manière très uniforme.

Plusieurs condiments mélangés à l'ail sont utilisés pour assaisonner les morceaux de viande ovine et bovine, de poulet, de lapin ou même le "bouzellouf" (tête de mouton) avant de



les disposer dans des fours aménagés sous terre pour une cuisson lente.

Une méthode de cuisson qui nécessite beaucoup de travail

Le four consacré pour El Merdouma est un trou assez profond à l'intérieur duquel est allumé un feu de bois et de charbon avant d'y mettre la viande disposée sur plusieurs étagères en fer avant de le fermer her-

métiquement. Un treuil électrique est ensuite utilisé pour retirer les plats de viande du four après un temps de cuisson n'excédant pas les trois heures. Selon Ameur Ghadhbi, propriétaire du premier restaurant dédié à El Merdouma à Constantine, la préparation de ce mets exige beaucoup de travail et un bon choix de la viande et du bois. Son restaurant, assure-t-il, est fréquenté

par des dizaines de citoyens et certains viennent en famille pour déguster cette viande cuite de manière traditionnelle.

De leur côté, de nombreux clients ont affirmé que ce mets authentique est «un régal», tandis que ceux qui viennent pour la première fois chez Ameur ne peuvent s'empêcher de faire une vidéo au moment où la viande est extraite du four.

JUSTICE Nécessité d'une politique pénale relative à la quiétude publique et au bien-être des citoyens

Le Procureur général près la Cour d'Alger, Sid Ahmed Mourad a affirmé, dimanche à Alger, que le ministère de la Justice s'attèlera, désormais, en collaboration avec ses partenaires à la mise en place d'une politique pénale pour la lutte contre les attitudes irresponsables portant atteinte à la quiétude publique et au bien-être des citoyens.

Le Procureur général Sid Ahmed Mourad qui animait une conférence de presse sur l'affaire de «l'atteinte à l'ordre public» dont onze (11) personnes impliquées dans l'affaire de blocage de la rocade ouest d'Alger par un cortège nuptial, entraînant une importante congestion du trafic routier a précisé qu'il a été constaté dernièrement que ce phénomène a pris de l'ampleur au niveau des routes

«portant ainsi atteinte à l'ordre public». A ce propos, il a été décidé de faire preuve de fermeté avec ces actes qui touchent la quiétude publique et le confort du citoyen. «Le ministère de la Justice s'attèlera dorénavant, en collaboration avec ses partenaires à mettre en place une politique pénale pour la lutte contre ces comportements irresponsables», a-t-il poursuivi.

Le 4 février 2022, vers 17:00, des usagers de la rocade ouest d'Alger ont bloqué la route au niveau du tronçon reliant Ben Aknoun à Zeralda, par leurs véhicules et motos lors du passage d'un cortège nuptial entraînant une importante congestion du trafic routier.

Les unités de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête,

dans ce cadre, a fait savoir M. Mourad, ajoutant qu'après exploitation des informations et des preuves obtenues, 11 personnes impliquées ont été arrêtées. Deux (2) mis en cause sont en cavale. Les mis en cause ont été présentés au Procureur de la République près le Tribunal de Bir Mourad Raïs.

Les chefs d'inculpation consistent en l'«exposition de la vie d'autrui au danger» et «blocage de la voie publique». Des véhicules et des motocyclettes ont été saisis et mis en fourrière.

De son côté, le président de la section de comparution immédiate a décidé le report du procès des accusés et ordonné de les mettre en détention provisoire, a fait savoir le Procureur général.

COUR D'ALGER Récupération du navire détourné «Imedghassen» et placement du principal accusé en détention provisoire

Le Procureur général près la Cour d'Alger, Mourad Sid Ahmed a annoncé, dimanche, la récupération du navire «Imedghassen», détourné à l'étranger, alors qu'il faisait l'objet d'une saisie judiciaire dans le cadre d'une enquête dans une affaire de corruption, ainsi que le placement sous mandat de dépôt du principal mis en cause, et sous contrôle judiciaire d'un autre mis en cause.

Lors d'une conférence de presse

consacrée à la présentation des détails de l'affaire du navire «Imedghassen», M. Sid Ahmed a précisé qu'il s'agissait là d'une affaire de «récupération des biens et avoirs issus des affaires de corruption», affirmant que «cette affaire largement relayée sur les réseaux sociaux fait l'objet de suivi par les hautes autorités du pays».

Le Procureur général a indiqué que «la valeur de ce navire est de 18 millions de dollars et faisait l'objet de saisie suite à

une enquête judiciaire dans une affaire de corruption, et voilà que l'affrèteur le détourne vers l'étranger, d'où sa saisie dans un port étranger».

Les auteurs de ces actes ont été poursuivis pour «recel d'avoirs criminels issus des affaires de corruption et du blanchiment d'argent», a fait savoir le Procureur général qui a ajouté qu'en date du 23 janvier 2022, le juge d'instruction a ouvert une enquête sur l'affaire, suite à

quoi le principal accusé qui est un directeur d'une société privée, a été placé en détention provisoire, alors qu'un autre accusé a été mis sous contrôle judiciaire».

Après une série de contentieux commerciaux et de poursuites pénales «ces efforts ont été couronnés par la récupération du navire qui a accosté dimanche au port d'Alger».

MAROC

Les scandales sexuels transforment les universités en des espaces à risques

La récurrence des scandales sexuels au sein des universités et établissements scolaires au Maroc, où plusieurs étudiantes ont été victimes de harcèlement sexuel de la part de leurs enseignants, a transformé ces lieux du savoir en des espaces à risques, ont alerté des organisations marocaines de défense des droits de l'Homme.

Selon ces dernières qui ont initié une campagne de sensibilisation contre ce phénomène, «les universités et établissements scolaires du royaume sont devenus, ces dernières années, en raison de l'ampleur du fléau du harcèlement sexuel contre les étudiantes de la part de leurs enseignants, souvent pour une affaire de notes, des lieux d'insécurité où la dignité et l'honneur sont en permanence menacés».

Relevant, dans ce contexte, l'urgence d'instaurer des sanctions sévères contre les auteurs de ces crimes, les organisations en question «ont mis en garde contre les dangers de ce fléau sur le rendement des étudiantes et sur la vocation des universités et des établissements scolaires, censés être des lieux de l'enseignement des valeurs de l'égalité, de l'éducation et du



recueillir leurs témoignages. «Ces témoignages contribueront à briser le silence, aideront les victimes à en parler et sensibiliser, du coup, leurs collègues», ont écrit des militantes, faisant observer que «ces témoignages ont été

recueillir leurs témoignages. «Ces témoignages contribueront à briser le silence, aideront les victimes à en parler et sensibiliser, du coup, leurs collègues», ont écrit des militantes, faisant observer que «ces témoignages ont été

d'ores et déjà utilisés par une société spécialisée pour la production d'un spot publicitaire, afin de toucher le maximum d'étudiantes et de femmes de manière générale».

Par ailleurs et selon des médias locaux, de nombreux cas de harcèlement sexuel enregistrés au sein des universités et des établissements scolaires restent sous silence, en raison du non-dépôt de plaintes de la part des victimes. Selon le journal al-Arabi al-Jadid, le tribunal de première instance de Tanger a condamné samedi un enseignant universitaire impliqué dans une affaire de harcèlement sexuel contre une étudiante à une année de prison.

«Cette peine reste insuffisante pour réprimer les auteurs de harcèlements», a estimé l'avocate Aïcha Kallaa, citée par le même quotidien.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

«Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés»

Les enjeux en matière de lutte contre le changement climatique «n'ont jamais été aussi élevés», a insisté lundi le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), Hoesung Lee, avant le début du processus d'approbation d'un nouveau rapport sur les impacts du réchauffement.

Les «besoins» pour ce rapport sur les impacts du réchauffement et la façon dont s'y préparer «n'ont jamais été aussi importants, parce que les enjeux n'ont jamais été aussi élevés», a-t-il déclaré lors d'une brève session en ligne ouvrant deux semaines de négociations à huis-clos.

«Nous savons (...) que la croissance des impacts climatiques dépasse de loin

nos efforts pour s'y adapter», a renchéri la patronne de l'ONU-Environnement Inger Andersen.

«Nous savons que le monde est déjà informé des preuves scientifiques que le GIEC a présentées d'année en année, de décennie en décennie, mais reconnaître les preuves n'est qu'un premier pas».

«Les pays, les villes, les entreprises, les investisseurs et les acteurs individuels, les consommateurs doivent transformer ce premier pas en sprint si nous ne voulons pas dépasser +1,5 C», par rapport à l'ère préindustrielle, a-t-elle ajouté, considérant ce rapport comme «capital pour aider les décideurs mondiaux à dessiner les réponses aux impacts climatiques».

Dans le premier volet de son rapport

publié en août dernier, le GIEC estimait que le mercure atteindrait autour de 2030, soit dix ans plus tôt qu'escompté, le seuil de +1,5 C, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris.

Avant un troisième opus en avril sur les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), le deuxième rapport dont les négociations débutaient lundi se penche sur les impacts du réchauffement, et la façon de s'y préparer («l'adaptation»).

C'est le 28 février que sera dévoilée cette nouvelle évaluation, après deux semaines de réunion virtuelle des 195 Etats membres qui passeront au crible le «résumé pour les décideurs», condensé politiquement sensible des milliers de pages du rapport scientifique complet.

FRANCE

Cinq morts lors d'un incendie dans un bourg du sud-ouest

Cinq personnes sont mortes dans la nuit de dimanche à lundi, lors d'un incendie déclenché par une explosion dans un bourg du sud-ouest de la France, ont rapporté des médias, citant le procureur de la République de Perpignan. Après l'explosion, survenue aux alentours de 01h30 dans la rue princi-

pale de Saint-Laurent-de-Salanque, le feu a pris dans de petits immeubles de deux étages de part et d'autre de la rue. Un homme d'une trentaine d'années a été évacué, en urgence absolue, après avoir sauté du deuxième étage pour échapper aux flammes.

Trois autres blessés légers ont été dénombrés par les

pompiers. Lundi matin, plusieurs camions de pompiers étaient déployés, ainsi qu'une grue, dans le centre de la commune de 10.000 habitants.

Les pompiers s'affairaient dans les décombres des bâtiments. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion. Divers habitants du quartier ont dû

être relogés, a appris l'AFP auprès de la mairie, dont certains ont été évacués dans la salle des fêtes de la commune située près du littoral méditerranéen. Près d'une centaine de sapeurs-pompiers ont été mobilisés au plus fort de la nuit. Les planchers de plusieurs habitations se sont effondrés.

JAPON

Une mission de l'AIEA au Japon pour examiner le rejet en mer des eaux de Fukushima

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a entamé lundi sa mission de surveillance au Japon d'un projet controversé de rejet dans l'océan des eaux traitées de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, ravagée en 2011 par un tsunami.

Plus d'un million de tonnes d'eau provenant de la pluie, de nappes souterraines et d'injections pour refroidir les coeurs de réacteurs entrés alors en fusion ont été accumulés dans des réservoirs autour de la centrale, mais les espaces de stockage sur place sont désormais quasiment épuisés.

Un vaste système de pompage et de filtration élimine la plupart des substances radioactives de cette eau, et le Japon affirme que son projet de dilution et de rejet en mer, étalé sur plusieurs décennies, ne présente pas de dangers.

L'AIEA a approuvé cette solution, qui, selon elle, est similaire à l'élimination d'eaux usées de centrales nucléaires ailleurs dans le monde.

Mais ce projet, adopté par Tokyo en avril dernier et qui devrait débuter en mars 2023, a suscité de vives critiques de pays voisins, dont la Chine et la Corée du Sud, inquiets de ses éventuelles conséquences sur l'environnement et la santé.

Des pêcheurs japonais craignent par ailleurs que cela ne ruine leurs années de travail pour rétablir la confiance dans leurs produits.

Tepco, l'opérateur de la centrale nucléaire accidentée, et le gouvernement japonais espèrent que la surveillance du processus par l'AIEA renforcera la confiance.

L'équipe de l'AIEA, dont la mission dure cinq jours, doit visiter le site de la centrale accidentée et donner vendredi une conférence de presse.

«Cette semaine, nous allons mener une mission pour examiner les actions, les plans, les données et les documents pertinents, afin d'évaluer leur conformité par rapport aux dispositions incluses dans les normes de sécurité internationales», a déclaré lundi à Tokyo Gustavo Caruso, directeur et coordinateur du département de la sûreté et de la sécurité nucléaires de l'AIEA.

Le responsable de la gestion des eaux traitées de Tepco, Junichi Matsumoto, a précisé que l'entreprise étudiait déjà la conception et l'exploitation des infrastructures pour le déversement, «avec pour priorité la sécurité et aussi pour contenir l'impact sur la réputation de la région».

Le processus de filtration des eaux de Fukushima élimine la plupart des éléments radioactifs, mais certains restent, notamment le tritium.

Selon des experts en radiations, le tritium n'est dangereux pour la santé humaine qu'à de hautes doses concentrées, une situation a priori exclue en cas d'un rejet très graduel et de sa dilution en mer.

DANEMARK

Retards à l'aéroport de Copenhague à cause d'une grève

Le personnel de la compagnie aérienne Scandinavian Airlines (SAS) chargé de la manutention des bagages à l'aéroport de Copenhague a poursuivi son mouvement de grève lundi matin, entraînant des retards de vols. Le personnel chargé des bagages à l'aéroport de Kastrup est engagé, depuis samedi matin, dans une grève sauvage concernant les salaires et les conditions de travail.

Les débrayages ont entraîné des retards dans le départ des vols et des

problèmes d'envoi des bagages enregistrés sur certains services.

Le tribunal du travail danois, Arbejdsretten, a décidé dimanche que le personnel chargé des bagages devait reprendre le travail lundi, mais cette décision n'a pas été respectée.

Le personnel chargé des bagages est employé par la société SAS Ground Handling (SGH), qui gère les bagages de plusieurs autres compagnies, dont Aegean, Air France, KLM et Lufthansa.

ZIMBABWE

Des écoles vides après la suspension de 135.000 enseignants

De nombreuses écoles au Zimbabwe étaient à l'arrêt lundi après la suspension par le gouvernement de 135.000 enseignants qui ne se sont pas présentés à la rentrée des classes la semaine dernière, en protestation contre des salaires trop bas, selon des médias. Le ministère de l'Éducation a suspendu jeudi 135.000 enseignants absents le jour de la rentrée. Quelque 150.000 personnes travaillent dans les écoles publiques, selon les syndicats. «Le gouvernement a fermé les écoles en suspendant plus de 90% des professeurs», souligne auprès de l'AFP

Takavafira Zhou, président du syndicat progressiste des enseignants. Dans la capitale Harare, plusieurs écoles sont restées vides, sans élève ni enseignant, tandis que dans d'autres, des élèves restaient désœuvrés ou jouaient dans la cour de récréation.

Le conflit salarial entre enseignants et gouvernement dure depuis que l'Etat a décidé il y a trois ans de verser les salaires non plus en dollars américains mais dans la monnaie locale fortement dévaluée par une inflation galopante.

CHU D'ORAN Une quarantaine d'adolescents bénéficie d'une résection tumorale avec reconstruction par prothèse massive de leurs membres

Le staff médical du service de chirurgie orthopédique et traumatologie du CHU d'Oran qui s'est lancé depuis deux ans dans la résection tumorale avec reconstruction par prothèse massive a opéré une quarantaine d'adolescents, les sauvant de l'amputation et du handicap.

"Cette technique n'est pratiquée et maîtrisée que par de rares centres hospitaliers dans le pays", a indiqué le chef de service, Pr. Medjahed Mohamed, soulignant qu'il s'agit d'opérer des tumeurs malignes en remplaçant l'os par des prothèses massives.

"Il s'agit notamment de sarcomes d'Ewing et d'ostéosarcomes, des tumeurs malignes très agressives qui surviennent chez les adolescents et les jeunes", a noté le Pr Medjahed.

Avant de développer cette technique, le sort de ces jeunes gens était scellé: l'amputation du membre affecté. La résection tumorale avec reconstruction par prothèse massive permet de garder le membre et de sauver la mobilité de ces malades, a-t-il affirmé.

Le service a pris en charge, depuis le lancement de cette technique, 45 malades, essentiellement des adolescents de différentes régions du pays. L'équipe du service de chirurgie orthopédique et traumatologie du CHU d'Oran a également repris des "opérations ratées" faites dans des pays étrangers comme la Tunisie et la Turquie, a fait savoir le même responsable.

S'agissant de la formation de l'équipe médicale qui réalise ce genre d'opération, Pr Medjahed a indiqué qu'elle a commencé par une formation sur la prothèse simple, puis a perfectionné son savoir au fur et à mesure, ajoutant que l'équipe comporte des membres inscrits pour préparer leurs thèses pour ces pathologies.

OUARGLA Journées médico-chirurgicales pluridisciplinaires à l'EPH-Mohamed Boudiaf

Une série d'interventions en chirurgie réparatrice et de consultations sont au programme des journées médico-chirurgicales pluridisciplinaires, ouvertes lundi à l'Établissement public hospitalier «EPH-Mohamed Boudiaf» à Ouargla, a-t-on appris des organisateurs.

L'opération concerne des interventions en chirurgie réparatrice pour plus de 300 personnes atteintes de brûlures et de malformations congénitales, et d'autres liées à la reconstruction mammaire destinées aux femmes après un cancer du sein, alors que 68 enfants autistes vont bénéficier de consultations médicales, dans le cadre de cette initiative qui s'étalera sur quatre jours (14-17 février), a-t-on précisé.

Encadrées par des praticiens spécialistes étrangers (France, Belgique et Canada), sous la conduite du Pr. Remy Zillox, en collaboration avec des médecins et paramédicaux locaux, ces journées médico-chirurgicales constituent l'opportunité d'organiser aussi des rencontres de formation sur les nouveautés dans le domaine médical en rapport avec les bonnes pratiques de prise en charge des enfants autistes et les patients souffrant de brûlures, a déclaré Salah Smail, directeur de la structure hospitalière.

Organisée conjointement par l'EPH-Mohamed Boudiaf et l'Association locale «El-Rahma» des implantés cochléaires, en coordination avec l'Association du savoir de l'échange dans le domaine médical, cette mission médicale a pour objectif de contribuer au renforcement de l'accès aux soins et le rapprochement des prestations médicales spécialisées des patients de la région.

La mission médicale vise également l'acquisition d'un savoir-faire, notamment dans la chirurgie réparatrice et le traitement de l'autisme chez l'enfant, a-t-il fait savoir.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 413 nouveaux cas, 340 guérisons et 15 décès

Quatre cent treize (413) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 340 guérisons et 15 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, lundi, le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 262165, celui des décès à 6744, alors que le nombre des patients guéris est

passé à 175048. Par ailleurs, 27 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 19 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 13 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

COVID-19

Benbouzid: «le pic des cas de contamination atteint le 25 janvier dernier»

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a affirmé, lundi à Alger, que les cas de contamination par le Coronavirus (Covid-19) avaient atteint leur pic le 25 janvier dernier, avec 2521 cas enregistrés.

Lors d'une réunion d'évaluation avec les directeurs de santé et les responsables des établissements hospitaliers à travers le territoire national, M. Benbouzid a souligné que "la situation épidémiologique de la quatrième vague a atteint son pic le 25 janvier dernier, avec 2521 cas enregistrés et 6000 hospitalisations", indiquant qu'une enquête par séquençage menée par le ministère révèle que "tous les cas en réanimation ainsi que les décès au niveau de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) +Issad Hassani+ de Beni Messous (Alger) ont été touchés par le variant +Delta+".

Après avoir salué les efforts consentis par les différents personnels du secteur, le ministre a exprimé "sa satisfaction" du recul du nombre de cas de contaminations lors de la quatrième vague (de 2000 cas durant les semaines précédentes à près de 400 ce lundi), révélant qu'il y aura, après cette baisse, une reprise "progressive" des activités médicales liées à d'autres maladies après la restitution des lits affectés aux patients



contaminés". M. Benbouzid a rappelé le nombre des cas enregistrés durant la troisième vague en 2021 (17.000 cas), estimant que la prise en charge des personnes contaminées et les dysfonctionnements enregistrés durant cette vague ont permis aux différents corps du secteur d'acquiescer une "expérience" pour se préparer à la 4ème vague.

Le ministre s'est félicité des indicateurs épidémiologiques en baisse enregistrés depuis la dernière semaine, renouvelant son appel aux citoyens à se faire vacciner qui demeure, selon le

ministre, le "seul moyen" pour casser la chaîne de contamination.

A ce propos, M. Benbouzid a rassuré que le stockage disponible à l'Institut Pasteur et aux institutions en charge de la campagne de vaccination "suffit pour tous les citoyens qui ne sont pas vaccinés", révélant l'arrivée d'autres lots dose dans le cadre du système Covax.

Il a salué la décision de fermeture préventive des écoles qui a contribué, a-t-il dit, à la baisse du nombre des cas, mettant l'accent sur le respect des gestes barrières pour la sécurité de tous".

CANCER PÉDIATRIQUE Appel à la création de centres régionaux spécialisés à travers le pays

Pr Nabila Bouterfas, chef de service Oncologie pédiatrique à l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) Hassani Issaad a appelé à la création de centres régionaux spécialisés dans la prise en charge du cancer de l'enfant à travers le pays, soulignant que les grands hôpitaux ne sont plus en mesure de satisfaire la demande croissante.

«Il est devenu extrêmement difficile de prendre en charge cette catégorie dans les grands établissements hospitaliers face au nombre croissant des malades, notamment en raison du manque de lits», a déclaré Pr Bouterfas à la veille de la Journée internationale du cancer pédiatrique célébrée le 15 février de chaque année.

Insistant sur la création de «centres régionaux spécialisés», la spécialiste a précisé que les wilayas du sud sont parmi «les régions les plus désavantagées en matière de prise en charge des enfants cancéreux», imputant cela à l'absence d'établissements hospitaliers de proximité dédiés à ce volet.

Les centres anti cancer (CAC) répartis à travers le pays «ne disposent pas de services équipés pour la prise en charge du cancer



pédiatrique et notamment en matière de chirurgie, de chimiothérapie et de radiothérapie, a-t-elle fait savoir.

Elle a, par ailleurs, déploré l'absence d'un service de greffe de la moelle osseuse pour les enfants qui souffrent d'une déficience immunitaire et de leucémie.

Cernant les RDV de radiothérapie et bien qu'une «toute petite» catégorie soit concernée, Pr Nabila Bouterfas a souligné la difficulté d'obtention de ces RDV qui entraîne parfois la perte de bénéfice des traitements reçus auparavant.

Revenant sur l'unité d'oncologie pédiatrique à l'EHS «Pierre et Marie Curie» à Alger, la spécialiste a fait savoir que la structure «ne

dispose pas d'un nombre suffisant de lits et de fauteuils pour l'hôpital de jour», soulignant la nécessité de lancer un «plan national d'oncologie pédiatrique».

De son côté, Pr. Fatiha Gachi, cheffe de service oncologie pédiatrique à l'EHS PMC, a fait état de 2000 nouveaux cas de cancers de l'enfant enregistrés chaque année en Algérie, dont la leucémie, le lymphome, les tumeurs du cerveau et des os, ainsi que d'autres tumeurs bénignes, la plupart étant guérissables si elles sont diagnostiquées et prises en charge tôt.

Mme. Gachi explique que la prévalence du cancer chez l'enfant est principalement due à des facteurs géné-

tiques, alors que chez l'adulte, les facteurs environnementaux et d'autres facteurs liés à l'hygiène de vie sont en cause.

Sauvant le lancement, par l'Institut national de santé publique (INSP), du Registre national d'oncologie pédiatrique en 2016, dans le cadre du premier plan national de lutte anti-cancer 2015/2019, la spécialiste a toutefois souligné que la pandémie de Covid-19 a été préjudiciable aux patients regrettant que leur prise en charge intervienne à un stade avancé de la maladie.

De plus, les cancéreux souffrent fréquemment de ruptures médicamenteuses, malgré les efforts déployés par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) mais qui restent «insuffisants», selon elle.

Avec l'ouverture prochaine d'un service d'oncologie pédiatrique au CHU Lamine Debaghine (Ex-Maillot), Pr. Gachi prévoit une atténuation de la pression sur les services des structures hospitalières en charge de cette pathologie, quand bien même les prestations sont «en deçà du niveau requis vu le nombre de cas enregistrés chaque année», a-t-elle conclu.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

SELON UN PROJET GOUVERNEMENTAL

L'Allemagne prévoit de supprimer la plupart des restrictions en mars

L'Allemagne prévoit de supprimer progressivement à partir du 20 mars la plupart des restrictions mises en place pour combattre l'épidémie de Covid-19, selon un projet gouvernemental dévoilé lundi.

«D'ici le début du printemps, le 20 mars 2022, les restrictions concernant la vie sociale, culturelle et économique devraient être progressivement levées», indique ce document de huit pages consulté par les médias qui servira de base de discussions lors d'une réunion mercredi entre le gouvernement et les régions allemandes.

A cette date, le pays pourrait ainsi supprimer ou limiter les obligations vaccinales qui conditionnent l'accès aux principaux lieux de vie sociale ou culturelle.

Les règles incitant les entreprises à permettre à leurs salariés d'être autant que possible en télétravail devraient aussi disparaître.

Cependant, le document



précise que les employeurs pourront sous conditions continuer à proposer le travail à domicile en accord avec les employés. Le port de masques chirurgicaux ou de type FFP2 devrait toutefois

rester obligatoire, notamment dans les transports ou les espaces clos.

Dans un premier temps, sans encore préciser de date précise, le plafond concernant le nombre de personnes

autorisées lors de rassemblements privés, pour le moment limité à 10 personnes vaccinées ou guéries, pourra bientôt passer à 20.

En outre, les contrôles d'accès dans les commerces de détail devraient prochainement être supprimés dans toute l'Allemagne.

Dans un deuxième temps, à partir du 4 mars, les restrictions dans les restaurants et les hôtels devraient disparaître et les clubs et discothèques devraient pouvoir rouvrir pour les personnes vaccinées, guéries ou testées.

Les jauges dans les enceintes sportives devraient également être supprimées mais les grands événements accessibles uniquement sur présentation du pass vacci-

FRANCE

Le rapport annuel de la Cour des comptes, consacré à la gestion du Covid-19

La Cour des comptes publiera mercredi son traditionnel rapport annuel, chargé d'attribuer les bonnes et mauvaises notes aux politiques publiques et d'évaluer le bon usage des deniers de l'Etat, entièrement consacré cette année à la gestion de la crise sanitaire.

Ce document, véritable institution de la juridiction financière, est remis aux parlementaires depuis 1832.

Il comprendra cette année 20 chapitres pour un total de 702 pages et 63 recommandations.

Après deux années marquées par l'épidémie de Covid-19, le rapport se penche sur le fonctionnement de l'administration et les politiques déployées par l'Etat durant cette période exceptionnelle.

«Cette crise a en effet suscité des attentes très importantes de la population et des entreprises à l'égard de l'Etat», souligne la Cour dans un communiqué publié dimanche, qui ajoute que son rapport «se concentre ainsi sur les enseignements à tirer de cette crise inédite et de ses conséquences budgétaires, financières, économiques et sociales».

Les magistrats de la rue Cambon ont ainsi divisé leur travail en trois parties, après une introduction consacrée à la situation globale des finances publiques, au moment où la dette s'est envolée avec les aides massives débou-

quées par l'Etat depuis 2020. La première partie se penchera sur les mesures d'urgence prises pour assurer les services vitaux et aider les plus vulnérables, notamment les personnes âgées dans les Ehpad, les étudiants ou les jeunes sans emploi.

La deuxième partie évaluera l'adaptation de certaines administrations et entreprises publiques, notamment les grands aéroports français, les transports collectifs en Ile-de-France, l'administration pénitentiaire et les administrations fiscales et douanières.

Enfin, la troisième partie sera dédiée au soutien apporté à l'activité économique, à travers le bilan du dispositif des prêts garantis par l'Etat ou les aides en faveur du monde du sport.

En revanche, ce rapport met fin à la traditionnelle analyse du suivi des recommandations formulées par la Cour les années précédentes, initiée par le précédent premier président Didier Migaud en 2010.

Désormais, ce volet de la mission de la juridiction financière, dont Pierre Moscovici a pris la tête en 2020, sera publié à un autre moment de l'année.

SUÈDE

Une quatrième dose pour les plus de 80 ans recommandés

Les autorités sanitaires suédoises ont recommandé lundi une quatrième dose de vaccin anti-Covid pour toutes les personnes âgées de plus de 80 ans, ainsi que les résidents de maisons de retraite quel que soit leur âge.

Peu de pays dans le monde ont pour l'heure mis en place des recommandations de quatrième dose, alors que la campagne de la troisième dose bat son plein pour maintenir l'immunité face au virus.

La recommandation concerne aussi les personnes bénéficiant de soins à domicile, là aussi indépendamment de leur âge, selon l'Autorité de santé publique qui pilote la stratégie anti-

Covid suédoise. Cette nouvelle dose de rappel doit être administrée quatre mois au moins après la précédente, précise-t-elle.

«La capacité du système immunitaire à réagir à la vaccination, et bâtir une protection durable, diminue avec l'âge.

Un rappel renforce cette protection», plaide l'épidémiologiste en chef suédois, Anders Tegnell, dans un communiqué.

Des pays comme le Danemark ou l'Espagne ont annoncé une quatrième dose pour les personnes vulnérables.

En Suède, plus de 85% des plus de 80 ans ont reçu une troisième dose et près

de 55% des plus de 18 ans. Le pays scandinave a levé toutes les restrictions le 9 février malgré un nombre élevé de cas d'Omicron, jugeant que la protection vaccinale a fait entrer la pandémie «dans une nouvelle phase» rendant les restrictions moins nécessaires.

La Suède s'est distinguée durant la pandémie, notamment dans sa première phase, par une stratégie plus souple, sans confinement et sans masque.

Avec environ 16,500 morts pour un peu plus de 10 millions d'habitants, son bilan est légèrement moindre que la moyenne européenne, mais nettement supérieur à ses voisins nordiques (Danemark, Norvège et Finlande).

BELGIQUE - CONVOIS ANTI-PASS

La police filtre l'accès à Bruxelles

Les autorités belges ont bloqué une trentaine de véhicules qui s'apprétaient à converger vers Bruxelles dans le cadre des convois dits de «la liberté» des opposants aux restrictions anti-Covid, a annoncé lundi le bourgmestre (maire) de Bruxelles Philippe Close.

La manifestation a été interdite par les autorités en Belgique et la police était déployée sur plusieurs autoroutes pour filtrer l'accès à la capitale.

«Pour l'instant on a repéré 4-500 véhicules (...), voitures, camping-cars, petites camionnettes. Une trentaine ont été bloqués et les autres se sont un peu évaporés dans la nature», a déclaré Philippe Close lundi matin à la radio La Première (RTBF).

Selon le responsable, en début de matinée, une quarantaine de véhicules avaient rejoint le parking C, une aire de

stationnement en périphérie de Bruxelles vers laquelle la police a décidé d'orienter les manifestants des convois.

De là il sera possible de «négocier avec la police un parcours à pied», a précisé le maire socialiste de Bruxelles. «Mais il s'agit de ne pas prendre en otage la capitale» belge, a-t-il mis en garde.

«Ce qui est compliqué ici c'est qu'on n'a pas de demande d'organisateur. En Belgique vous devez introduire une demande pour manifester.

On est vigilant c'est pour ça qu'on mobilise largement», a ajouté M. Close. Par mesure de précaution, la police de la capitale belge a annoncé lundi matin la fermeture de l'autoroute E40 dans le sens Louvain-Bruxelles.

Il s'agit d'un grand axe empruntée notamment depuis l'Allemagne et l'Est de la Belgique.

VIETNAM

Le pays lève les restrictions sur les voyages internationaux

Le Vietnam va lever les restrictions liées au coronavirus sur les vols internationaux pour les passagers entièrement vaccinés à partir de mardi, a annoncé l'autorité aéronautique du pays.

A partir de mardi (lundi 17H00 GMT), «le Vietnam lèvera les restrictions concernant le transport de passagers sur les vols réguliers et les vols non régu-

liers», a déclaré l'autorité de l'aviation civile dans un communiqué dimanche.

Le communiqué ne précise pas combien de vols seront autorisés à venir dans le pays, mais indique que les arrivées pourraient être autorisées à revenir aux niveaux pré-pandémiques.

Toute personne souhaitant entrer au Vietnam doit être entièrement vaccinée et

devera observer une quarantaine de trois jours, soit chez elle, soit dans un hôtel.

Le pays s'est pratiquement fermé au monde depuis le début de la pandémie, portant un coup sévère à son secteur touristique, sur lequel repose l'essentiel d'économie nationale.

Les autorités ont progressivement assoupli les restrictions au cours des

derniers mois, les visiteurs arrivant au compte-gouttes dans le cadre de bulles de voyage mises en place depuis novembre.

Plus de 90% des adultes du pays ont reçu deux doses du vaccin. Le Vietnam enregistre actuellement environ 20.000 nouveaux cas quotidiens, et a comptabilisé près de 39.000 décès depuis le début de la pandémie.

HONG KONG

Le système de santé «dépassé» par la vague d'Omicron

Une vague de contaminations au variant Omicron du Covid-19 à Hong Kong a porté un «coup dur» au système de santé de la ville, qui s'accroche à sa stratégie «zéro-Covid», a déclaré dimanche le chef du gouvernement Carrie Lam. L'assaut du variant Omicron a fait exploser le nombre de contaminations, «a porté un coup dur à Hong Kong et a dépassé la capacité de gestion de la ville», a reconnu Mme Lam, citée par des médias.

La politique de Hong Kong consistant à hospitaliser toute personne contaminée, même asymptomatique, ou à l'isoler dans un centre de quarantaine a entraîné un engorgement du système de soins et d'interminables délais d'attente. Du coup, les hôpitaux ont demandé aux malades présentant peu ou pas de symptômes de rester chez eux en attendant que des places se libèrent.

«L'augmentation considérable du nombre de cas confirmés ces derniers jours a allongé le délai d'admission des personnes testées positives dans les centres d'isolement», a déclaré Mme Lam, ajoutant que le gouvernement «n'épargnera aucun effort pour mettre en œuvre» la stratégie actuelle de «zéro Covid».

LUPUS

CE QUI SE CACHE DERRIÈRE CETTE MALADIE AUTO-IMMUNE

Le lupus est une maladie auto-immune qui bouleverse la vie de 30 000 personnes en France, principalement des femmes. Quelles sont ses causes ? Et ses symptômes ? Ce qu'il faut savoir sur le lupus.

QU'EST-CE QUE LE LUPUS ?

Pour nombre d'entre nous, le lupus est surtout le nom d'une maladie chère au Dr House mais aussi celle qui touche la jeune starlette Selena Gomez. Mais qu'est-ce que le lupus exactement ? En fait, il existe plusieurs formes de lupus mais la plus courante est le lupus érythémateux systémique. C'est une maladie chronique dans laquelle le système immunitaire produit des anticorps contre les cellules du corps, conduisant à une inflammation généralisée et des lésions tissulaires.

La maladie touche essentiellement les femmes en âge d'avoir des enfants (9 femmes pour un homme) et toutes les parties du corps peuvent être affectées (c'est pourquoi elle est dite systémique). La maladie dispose d'une panoplie de manifestations cliniques affectant les articulations, la peau, le cerveau, les poumons, les reins, les vaisseaux sanguins...

Pour le moment, les causes de cette maladie restent obscures. Selon les experts, il semblerait qu'un ensemble de facteurs, génétiques, environnementaux et hormonaux, soient à l'origine de la maladie.

En raison des multiples formes de la maladie, c'est souvent le médecin généraliste qui prend en charge le pa-

tient en premier lieu. Mais le diagnostic doit être confirmé par un médecin spécialiste du lupus, dans un centre de référence.

QUELS SONT LES FORMES DE LUPUS ?

La forme la plus courante de la maladie est le lupus érythémateux systémique (ou disséminé). Il survient chez 70 à 85% de l'ensemble des patients souffrant de lupus.

Le lupus érythémateux cutané est la forme de la maladie localisée au niveau de la peau. Il regroupe quatre types d'affections cutanées : le lupus discoïde (lésions rouges, en relief dans la partie supérieure du corps), le lupus tumidus (les lésions rouges sont accompagnées de croûtes), le lupus à type d'engelures et la panniculite lupique (caractérisé par de multiples petites lésions, de couleur rouge/mauve, qui peuvent être très douloureuses).

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DU LUPUS ?

Le terme de lupus fait référence au symptôme le plus fréquent de la maladie : une éruption cutanée sur le visage, autour des yeux et sur les pommettes, en forme de masque appelé loup (ou latin lupus). Mais comme la maladie se révèle de di-



verses manières, très différentes, les symptômes sont également divers et variés. La maladie peut démarrer par l'un ou l'autre de ces signes :

- Des manifestations cutanées : elles touchent 80% des malades. Elles

apparaissent sur le visage mais touchent aussi l'ensemble du corps.

- Des douleurs articulaires : elles peuvent toucher différentes articulations, en particulier les doigts et les poignets, les pieds et les chevilles.

Les endroits atteints deviennent chauds, rouges et gonflés. Ces douleurs sont fréquentes la nuit. Cette inflammation articulaire (arthrite) est présente dans 75 % des cas de lupus érythémateux disséminé.

- Des manifestations pulmonaires : une toux ou une difficulté à respirer sont présentes chez 15 à 40 % des malades et peut même être révélatrice de la maladie. Certaines personnes souffrent d'une inflammation de l'enveloppe qui entoure les poumons (la plèvre), également appelée pleurésie.

- Des manifestations sanguines : elles sont présentes chez 85 % des patients au cours de la maladie. On observe souvent une anémie (baisse de globules rouges ou de l'hémoglobine dans le sang), une diminution du nombre de globules blancs (leucopénie) ou du nombre de plaquettes (thrombopénie), qui peut favoriser les saignements.

- Une atteinte des yeux : l'inflammation peut affecter des tissus de l'œil et entraîner une sécheresse oculaire.

- Une atteinte des reins : cela survient parfois dès le début de la maladie, parfois plus progressivement. Il s'agit d'une atteinte de gravité très variable des glomérules rénaux qui filtent l'urine. Elle peut évoluer parfois vers une maladie rénale chronique.

COMMENT SOIGNE-T-ON UN LUPUS ?

Il est encore impossible de guérir un lupus mais les traitements permettent de soigner les poussées et de limiter les rechutes, en obtenant des rémissions parfois très longues. En somme, le traitement du lupus est principalement symptomatique.

Le traitement du lupus est adapté aux localisations des atteintes d'organes et à la gravité des symptômes. Il associe souvent plusieurs médicaments :

- Un anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS) et l'aspirine utilisés dans les formes légères de lupus érythémateux disséminé, touchant la peau et les articulations.

- Des anti-paludéens de synthèse (les amino-4-quinoléines) qui agissent sur le système immunitaire et présentent des propriétés anti-inflammatoires. Les anti-paludéens sont efficaces notamment dans les atteintes de la peau, des articulations, du cœur et des poumons.

Mais leur usage nécessite une surveillance régulière par un ophtalmologiste (ils peuvent affecter la rétine et perturber la notion des couleurs) et un cardiologue (réalisation d'électrocardiogrammes), pour rechercher l'apparition d'éventuels effets secondaires.

- Des corticoïdes. Ce sont les médicaments les plus courants pour traiter les formes aiguës du lupus érythémateux disséminé. Ils sont prescrits à une dose élevée, progressivement diminuée jusqu'à une dose minimale, voire jusqu'à l'arrêt en cas de rémission. Ce traitement fait l'objet d'une surveillance médicale particulière car la prise prolongée de

corticoïdes peut engendrer de nombreux effets secondaires (prise de poids, hypertension, cataracte, infection urinaire ou dentaire, troubles digestifs, troubles de l'humeur...).

- Des immunosuppresseurs, prescrits pour traiter les atteintes d'organes graves, notamment rénales et cérébrales. Leurs effets secondaires (infections virales ou bactériennes) expliquent le suivi médical étroit associé au traitement.

- Des anticorps monoclonaux lorsque le patient est atteint d'une forme sévère de lupus érythémateux disséminé.

CE QU'ON PEUT FAIRE AUSSI POUR SE SOIGNER

Comme le lupus est une maladie de longue durée, le patient a un rôle majeur dans sa prise en charge. C'est à lui de reconnaître les signes de la maladie, afin de consulter son médecin en cas de poussée, et de suivre certaines règles de vie :

- Pas de tabac : cela peut, entre autres, augmenter les troubles cardio-vasculaires et la fragilité pulmonaire.

- Pas d'exposition au soleil car les rayons UV peuvent déclencher une poussée des symptômes. Il est important de bien se protéger du soleil, même lorsqu'il ne semble pas très fort, comme aux premiers rayons du printemps.

- Lutter contre le surpoids pour soulager les douleurs articulaires mais aussi pour améliorer l'état général.



L'APPORT DE L'ÉDUCATION THÉRAPEUTIQUE

Par exemple, le centre national de référence du Lupus de la Pitié-Salpêtrière a mis en place des ateliers "d'éducation thérapeutique" afin d'aider les patients à mieux vivre leur maladie.

L'objectif ? Apprendre à mieux anticiper les problèmes médicaux éventuels et mieux gérer le quotidien avec la maladie. Lors de ces séances, les patients (pas plus de 8) peuvent échanger avec les professionnels (médecins,

nutritionnistes, infirmières) et les autres malades. Que ce soit en raison de la pluralité et/ou de la sévérité des symptômes, l'impact psychologique de cette maladie peut être assez important. C'est pourquoi il ne faut pas hésiter à entrer en contact avec des associations de patients : parler librement de sa maladie et de son vécu entre patients peut être avoir un effet positif pour mieux vivre sa maladie au quotidien.

Les centres de référence organisent aussi des rencontres entre patients à cet effet.

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE CONTRE LE LUPUS

Pour lutter contre le lupus, les patients devraient pratiquer quotidiennement une activité physique modérée et des exercices

CHEZ LES FEMMES, LE STRESS POST-TRAUMATIQUE AUGMENTE LE RISQUE DE LUPUS

D'après une nouvelle étude américaine, le stress post-traumatique et les traumatismes violents augmenteraient le risque de lupus chez les femmes. On vous explique tout.

En France, 20 000 personnes souffriraient de lupus rythmatoxique systémique (LEP) : 25 Français sur 100 000 seraient touchés par cette maladie chronique auto-immune qui survient lorsque le système immunitaire s'attaque aux cellules de l'organisme (de la peau, des articulations, des reins, du cœur...) afin de les détruire. La pathologie touche surtout les femmes entre 15 et 40 ans - les hommes ont, en moyenne, 10 fois moins de risques : elle se manifeste le plus souvent par de la fatigue, une perte de poids importante, de la fièvre, des douleurs articulaires, des lésions de la peau et des muqueuses...

D'après une nouvelle étude menée par deux scientifiques du Wiley College (aux États-Unis), les femmes qui souffrent de stress post-traumatique (un trouble psychologique qui peut apparaître après un traumatisme violent et qui se caractérise notamment par une hypersensibilité des troubles du sommeil et de l'attention, de l'hypervigilance...) auraient, en moyenne, 3 fois plus de risques que les autres de développer un lupus de type LEP.

LUPUS : LE STRESS POST-TRAUMATIQUE PLUS DANGEREUX QUE LE TABAGISME

En outre, les femmes ayant subi un traumatisme (agression physique, agression sexuelle, attentat, viol...) sans stress post-traumatique avaient, elles, 2 fois plus de risques que la moyenne de développer un lupus de type LEP.

Pour réaliser cette étude (publiée dans la revue spécialisée *Arthritis & Rheumatology*), les scientifiques américains ont travaillé avec des données médicales recueillies sur 54 763 femmes. Verdict : « le stress post-traumatique (et de manière plus large, les traumatismes violents) a davantage de risques de provoquer un lupus chez la femme concernée que le tabagisme ». « Ces travaux confirment l'existence d'un lien entre la santé mentale et la santé physique : d'où l'importance de prendre en charge au plus vite les femmes ayant subi un traumatisme, avec ou sans stress post-traumatique. »

L'activité physique modérée serait efficace pour lutter contre les effets du lupus, une maladie auto-immune, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Frontiers in Physiology*. En effet, l'exercice réduirait la quantité de biomarqueurs responsables de l'inflammation. Ces conclusions ont été obtenues sur des souris.

Les chercheurs de l'Université d'État de l'Ohio aux États-Unis ont mené une étude sur des souris porteuses du lupus pour comprendre les effets de l'exercice et du stress sur la maladie. Ils ont constaté que 45 minutes de tapis de course quotidiennes permettaient de réduire de façon significative les dommages inflammatoires portés sur les reins des rongeurs.

Grâce à leur expérience, ils ont aussi remarqué que la majorité (88%) des cobayes sédentaires souffrait de sévères dommages, alors que seules 45% des souris actives subissaient les mêmes troubles, et que le stress augmentait les biomarqueurs de la maladie.

DES RÉSULTATS CONFIRMÉS SUR L'HOMME

Pour confirmer les résultats de cette étude, les chercheurs ont réalisé une expérience de petite



ampleur. Un petit groupe de malades atteints de lupus ont pratiqué quotidiennement du taïchi, une activité physique d'intensité modérée et des exercices de réduction du stress.

Les scientifiques ont observé une baisse significative de certains biomarqueurs inflammatoires identifiés lors de l'expérience sur les rongeurs. Une étape clé pour

mettre en place des études de plus grande envergure. "Nous entendons de nombreux patients se plaindre de douleurs qui les dissuadent de sortir du lit le matin et de faire du sport", explique l'auteur principal de l'étude Nicholas Young, chercheur en rhumatologie et en immunologie à l'Ohio State Wexner Medical Center. "L'un des plus gros obstacles à surmonter est l'idée que

s'activer paraît contre-intuitif, mais le mouvement fait réellement du bien au patient". "Si nous observons des bienfaits avérés sur d'importants groupes de personnes atteintes de lupus et que nous parvenons à trouver un programme standard adapté, nous pourrions presque imaginer une prescription d'activité physique et de réduction du stress".

LE TABAC AUGMENTE LE RISQUE DE LUPUS CHEZ LA FEMME

Les fumeuses sont plus à risque de développer un lupus, une maladie chronique qui touche 30 000 personnes en France.

Si les causes de cette maladie restent obscures, il semblerait qu'un ensemble de facteurs, génétiques, environnementaux et hormonaux soient à l'origine de la maladie. Cette

nouvelle étude publiée dans la revue médicale *Annals of Rheumatic Diseases* révèle que le tabac serait un facteur de risque de lupus. Et que ce lien serait encore plus significatif pour les femmes. Les fumeuses sont deux fois plus à risque de développer cette maladie chronique dans laquelle le système immuni-

taire produit des anticorps contre les cellules du corps, conduisant à une inflammation généralisée et des lésions tissulaires.

Les chercheurs de l'école de médecine de Harvard (États-Unis) ont utilisé les données médicales d'une large étude américaine, qui comptait des milliers de femmes sui-

vies depuis les années 1980. Parmi elles, un peu plus de 400 étaient touchées par d'un lupus érythémateux disséminé.

Les résultats de l'étude ont révélé que les fumeuses ont affiché un risque supérieur de développer une forme fréquente de lupus, qui se manifeste par la présence

d'anticorps anti-ADN dans l'organisme du patient. En effet, les scientifiques ont chiffré que le risque d'avoir des auto-anticorps spécifiques à cette maladie est multiplié par deux chez les accros à la cigarette. En revanche, ce risque n'apparaît pas chez celles qui ont réussi à abandonner le tabac.

UN RÉGIME ALIMENTAIRE RICHE EN FIBRES POURRAIT ÊTRE BÉNÉFIQUE

Et si un régime alimentaire riche en fibres insolubles pouvait améliorer l'état de santé des patients souffrant de lupus ? C'est l'hypothèse avancée par des chercheurs américains. Explications.

Le lupus est une maladie auto-immune qui touche environ 40 Français sur 100 000 chaque année. Largement féminine - 88 % des malades sont de sexe féminin - cette pathologie survient lorsque le système immunitaire agresse l'organisme, provoquant des réactions inflammatoires cutanées (lupus érythémateux) ou localisées au niveau de plusieurs organes (reins, articulations, poumons... c'est le lupus érythémateux systémique).

Si les causes exactes du lupus n'ont pas encore été identifiées par la recherche médicale (qui soupçonne des facteurs génétiques, environnementaux et hormonaux), les chercheurs s'intéressent depuis quelques années au rôle de *Lactobacillus reuteri*, une bactérie de la flore intestinale : celle-ci pourrait favoriser le

développement du lupus en stimulant les défenses immunitaires.

Une Maladie auto-immune essentiellement féminine

Des chercheurs de la Yale University (aux États-Unis) ont mené une expérience avec des souris souffrant de lupus : durant plusieurs semaines, les rongeurs ont bénéficié d'un régime alimentaire riche en fibres insolubles. Ces fibres qui ne se dissolvent pas dans l'eau sont connues pour favoriser le transit intestinal, contribuer à l'élimination des toxines et booster le système digestif. En outre, elles sont bénéfiques pour la flore intestinale.

Conclusion ? Au terme de l'expérience, les scientifiques ont constaté que la bactérie *Lactobacillus reuteri* se développait moins rapidement dans l'organisme, ainsi qu'une amélioration de l'état de santé général des souris atteintes de lupus. Des études complémentaires



sont attendues afin de voir si ces résultats encourageants pourraient, ou non, être transposés à l'Homme.

LIBYE

Williams appelle à la préservation de la stabilité du pays

La Conseillère spéciale du SG de l'ONU en Libye, Stephanie Williams, a rencontré dimanche à Tripoli, le chef du gouvernement, Abdelhamid Dbeibbah, et Fathi Bachagha, désigné jeudi par le Parlement comme un nouveau Premier ministre, les appelant à «préserver la stabilité» et «à œuvrer pour la tenue des élections le plus tôt possible».

Mme Williams a mis l'accent, lors de sa rencontre avec M. Dbeibbah, notamment sur «l'importance pour tous les acteurs de préserver la stabilité du pays», alors qu'elle a insisté auprès de Bachagha sur «la nécessité d'aller de l'avant de manière inclusive, transparente et consensuelle, et de maintenir la stabilité». «L'accent doit continuer à être mis sur la tenue d'élections nationales libres, justes et inclusives dans les plus brefs délais», lui a-t-elle encore signifié, confirmant «la position de neutralité adoptée par l'ONU dans ce dossier complexe». Vendredi, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé



«toutes les parties à continuer à préserver la stabilité en Libye comme une priorité absolue». Dans un communiqué, Antonio Guterres «rappelle à toutes les institutions l'objectif premier

d'organiser des élections nationales dans les meilleurs délais afin de garantir le respect de la volonté politique des 2,8 millions de citoyens libyens qui se sont inscrits sur les listes électorales».

Stéphane Dujarric, porte-parole de l'ONU a affirmé, jeudi, que l'ONU continue de soutenir Abdelhamid Dbeibbah comme Premier ministre intérimaire en Libye.

La Ligue arabe souligne l'importance du consensus politique

La Ligue des Etats arabes a souligné l'importance du consensus politique en Libye comme gage de stabilité et la nécessité pour la communauté internationale de soutenir la tenue des élections, rapportent lundi des médias. Une source officielle au Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes citée par des

médias, a déclaré qu'Aboul Gheit, considère qu'il est important que toutes les parties travaillent pour parvenir à un consensus politique sur la prochaine étape, car c'est là la vraie garantie de préserver la stabilité de la Libye». Selon la source, Aboul Gheit a appelé à «donner la priorité à l'intérêt suprême de la Libye à ce

stade critique», soulignant «la nécessité pour la communauté internationale de soutenir tout ce qui renforcerait l'unité de l'Etat libyen et de maintenir sa stabilité, et de travailler à tenir des élections qui renouvellent la légitimité des institutions et reflètent le libre arbitre des Libyens».

SOUDAN

Recensement des réfugiés présents dans le pays

Le vice-président du Conseil souverain de transition au Soudan, Mohamed Hamdan Daglo, a ordonné le début immédiat de l'enregistrement de tous les réfugiés dans le pays et l'examen des camps, ont rapporté des médias locaux. Au cours de sa rencontre dimanche avec le ministre de l'Intérieur, directeur général des forces de police, Anan Hamid Mohamed Omar, en présence du commissaire aux Affaires des réfugiés, Moussa Ali Atroon, Daglo a écouté le travail de la Commission pour les affaires des réfugiés au cours

de la dernière période, et les plans et programmes futurs de la Commission, rapporte l'agence de presse soudanaise (SUNA). Le commissaire aux réfugiés, Moussa Ali Atroon, a affirmé qu'il avait informé le vice-président du Conseil souverain de toutes les procédures relatives aux réfugiés au Soudan, en particulier le programme d'enregistrement et d'inventaire en coordination avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), notant que, «selon les nouvelles directives, ils accéléreront le rythme du processus d'en-



registrement par voie électronique en se concentrant sur les Etats de l'Est». Il a souligné que le vice-président du Conseil de souve-

raineté a promis de fournir toutes les formes de soutien, afin de parvenir à la mise en œuvre des programmes de la commission.

INSÉCURITÉ AU SAHEL

le président du CICR appelle à une "collaboration" internationale

Le président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer, qui a achevé une mission au Niger le 11 février, a appelé à une collaboration «nécessaire» entre les acteurs pour surmonter des défis sécuritaires et climatiques au Sahel.

Le responsable humanitaire a fait cette déclaration jeudi lors d'une conférence de presse à la fin d'une mission de cinq jours qui l'a amené au contact des populations vulnérables, notamment dans les régions de Tillabéry, Agadez et Diffa.

Il a dit avoir apprécié, lors de ses visites sur le terrain l'état d'esprit

des déplacés internes qui ne demandent que le strict minimum pour reconstruire leur vie, rejetant ainsi toute idée de vivre indéfiniment de l'aide humanitaire dans des camps isolés.

Selon M. Maurer, «le Niger et le Sahel, en général (...)» sont frappés par plusieurs crises en même temps incluant des conflits armés, la pauvreté, le changement climatique et les effets de la pandémie de COVID-19.

Il a donc appelé à la communauté internationale à «une action plus importante, plus soutenue et peut-

être un peu différente (...) pour répondre aux crises» que connaît le pays.

M. Maurer a réaffirmé l'engagement de son organisation à continuer à accompagner le Niger en proie «aux conflits, aux chocs climatiques et à des crises socio-économiques et politiques».

Au Niger, plus de 600 établissements de l'enseignement primaire et secondaire ont été forcés de fermer en raison de l'insécurité dans la région de Tillabéry, affectant 53.562 élèves dont 25.828 filles, selon le ministère de l'Éducation nationale.

ONU-SOUDAN

L'ONU conclut la première étape des consultations au Soudan pour mettre fin à la crise politique

La mission des Nations Unies au Soudan a conclu dimanche la première étape des consultations organisées avec les parties soudanaises en vue de mettre fin à la crise politique dans le pays.

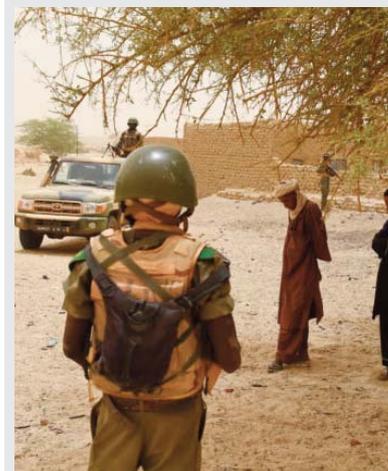
La Mission intégrée d'assistance de l'ONU à la transition au Soudan (UNITAMS) produira bientôt un document de synthèse mettant en avant les principaux domaines de convergence entre les forces politiques soudanaises sur les questions litigieuses relatives à la transition vers un régime civil, a indiqué la mission dans un communiqué.

Volker Perthes, chef de l'UNITAMS, a déclaré que ce processus de consultation était «précieux», dans la mesure où il permettait à la mission d'entendre un large éventail de vues et de propositions émanant du peuple soudanais.

Le 10 janvier, l'UNITAMS a lancé un processus politique intra-soudanais pour mettre fin à la crise politique qui sévit dans le pays, et M. Perthes a initié des consultations avec les partis politiques soudanais et les forces civiles du pays.

MALI

Deux soldats tués dans une attaque terroriste



Deux soldats maliens ont été tués tôt dimanche dans le nord du Mali lors d'une attaque contre leur poste imputée à des terroristes, a annoncé l'armée sur les réseaux sociaux.

Le poste de Niafunke a été attaqué vers 2h00 du matin (2h00 GMT) par un «groupe armé terroriste», a-t-elle ajouté.

«Le bilan est de deux morts côté FAMA (Forces armées maliennes) et cinq morts côté assaillants», a-t-elle ajouté.

Ce sont les premières pertes humaines annoncées par l'armée malienne dans ses rangs depuis quelque temps déjà.

Entre-temps, l'armée malienne a revendiqué la mort de dizaines de terroristes et la destruction de plusieurs de leurs bases depuis le déclenchement en décembre d'une opération appelée Kèlètiği.

Ces communiqués décrivent les groupes armés «de plus en plus en débandade», cherchant «l'évitement» avec les forces maliennes.

Les terroristes ont causé depuis 2012 la mort de centaines de membres des forces de sécurité nationales au Mali et chez ses voisins burkinabè et nigérien auxquels ils ont étendu leurs agissements.

PALESTINE-ENTITÉ SIONISTE

Le président palestinien condamne les agressions sionistes à El-Qods occupée

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a condamné dimanche les agressions perpétrées par l'entité sioniste contre les Palestiniens dans la ville sainte d'El-Qods occupée, a rapporté lundi l'agence de presse palestinienne Wafa.

«M. Abbas a mis en garde contre les répercussions des attaques contre les résidents et les tentatives de prise de contrôle des propriétés palestiniennes à El-Qods occupée, notamment dans le quartier de Sheikh Jarrah», a indiqué Wafa.

«Cette question sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)», a déclaré M. Abbas faisant référence à la visite d'un membre de la Knesset, Itamar Ben Gvir, dans le quartier.

Dimanche soir, des affrontements ont éclaté lorsque M. Ben Gvir a ouvert un bureau parlementaire à Sheikh Jarrah.



Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé dans un communiqué que ses équipes médicales avaient soigné 32 Palestiniens blessés par les forces de l'occupation dans la ville sainte.

Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé dans un communiqué que ses équipes médicales avaient soigné 32 Palestiniens blessés par les forces de l'occupation dans la ville sainte.

Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé dans un communiqué que ses équipes médicales avaient soigné 32 Palestiniens blessés par les forces de l'occupation dans la ville sainte.

La Jordanie condamne les agressions sionistes dans le quartier de Cheikh Jarrah

Le gouvernement jordanien a condamné lundi les nouvelles agressions menées par les forces d'occupation sionistes dans le quartier de Cheikh Jarrah, dans la ville sainte d'El-Qods occupée, où les familles palestiniennes sont confrontées à des ordres d'expulsion au profit de colons juifs.

«Les ordres d'expulsion donnés par l'occupant sioniste aux habitants de Cheikh Jarrah constitue une violation du droit international et du droit international humanitaire», a déclaré le porte-parole du ministère jordanien des Affaires étrangères, l'ambassadeur Haitham Abou el-Foul.

L'ambassadeur a souligné également que l'entité sioniste, en tant que

puissance occupante, «doit protéger les droits des Palestiniens dans leurs maisons conformément au droit international».

«La poursuite par les forces de l'occupation sioniste des actions unilatérales telles que la confiscation des terres palestiniennes, la démolition des habitations ou l'expulsion des Palestiniens de leur maison est illégale et illégitime car elle entrave les chances de parvenir à une paix juste et globale», dans les territoires palestiniens, a encore ajouté le porte-parole.

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, avait «mis en garde dimanche contre les répercussions des attaques contre les résidents et les tentatives de prise de contrôle des

propriétés palestiniennes à El-Qods occupée, notamment dans le quartier de Cheikh Jarrah», selon l'agence de presse palestinienne, Wafa.

«Cette question sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)», avait déclaré M. Abbas faisant référence à la visite d'un membre de la Knesset, Itamar Ben Gvir, dans le quartier.

Dimanche soir, des affrontements ont éclaté lorsque M. Ben Gvir a ouvert un bureau parlementaire à Sheikh Jarrah. Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé dans un communiqué que ses équipes médicales avaient soigné 32 Palestiniens blessés par les forces de l'occupation dans la ville sainte.

L'OLP dénonce les «déplacements forcés» des palestiniens par l'occupation sioniste

Le membre du Comité exécutif de l'OLP, Hussein al-Sheikh, a dénoncé lundi le «déplacement forcé» par l'occupation sioniste, des palestiniens du quartier Sheikh Jarrah à El-Qods occupée. «Les dirigeants palestiniens mènent des contacts intensifs avec tous les pays pour faire pression sur l'entité sioniste pour mettre fin à toutes ses mesures répressives visant les palestiniens d'Al-Qods occupée», a écrit le responsable sur Twitter.

La veille, des affrontements ont éclaté lorsqu'un membre de la Knesset a ouvert un bureau parlementaire à Sheikh Jarrah, sur un terrain d'une famille palestinienne menacée d'expulsion, selon l'agence de presse palestinienne Wafa.

Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé dans un communiqué, relayé par Wafa, que ses équipes médicales avaient soigné 32 Palestiniens blessés par les forces de l'occupation dans la ville sainte. Sheikh Jarrah, est devenu un théâtre de protestations massives contre les plans expansionnistes sionistes depuis que les forces d'occupation ont décidé d'expulser de force, des dizaines de familles palestiniennes de leurs maisons au profit de groupes de colons à Al-Qods occupée. Depuis l'occupation de la ville sainte en juin 1967, les organisations de colons sionistes s'efforcent de prendre le contrôle des biens palestiniens, et de les convertir en avant-postes coloniaux.

Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé dans un communiqué, relayé par Wafa, que ses équipes médicales avaient soigné 32 Palestiniens blessés par les forces de l'occupation dans la ville sainte. Sheikh Jarrah, est devenu un théâtre de protestations massives contre les plans expansionnistes sionistes depuis que les forces d'occupation ont décidé d'expulser de force, des dizaines de familles palestiniennes de leurs maisons au profit de groupes de colons à Al-Qods occupée. Depuis l'occupation de la ville sainte en juin 1967, les organisations de colons sionistes s'efforcent de prendre le contrôle des biens palestiniens, et de les convertir en avant-postes coloniaux.

L'UE exprime sa préoccupation des développements à Sheikh Jarrah

L'Union européenne (UE) a exprimé sa préoccupation quant aux développements actuels dans le quartier de Sheikh Jarrah à El-Qods-Est occupée et la répression qui a fait de nombreux

blessés parmi les Palestiniens. «La violence des colons et les provocations irresponsables ainsi que les autres procédures de l'escalade dans la région augmentent la tension et doit s'arrêter»,

a indiqué l'UE dimanche. Des colons ont attaqué dimanche soir des maisons Palestiniennes du quartier Sheikh Jarrah, blessant un certain nombre de ses habitants.

CHINE

Un réacteur nucléaire chinois obtient une approbation au Royaume-Uni

Un réacteur nucléaire de troisième génération conçu par la Chine, Hualong 1, est apte à être utilisé au Royaume-Uni, a récemment confirmé son concepteur, la China General Nuclear Power Corporation (CGN).

Le réacteur est conforme à la norme Generic Design Assessment

(GDA), selon un communiqué conjoint publié le 7 février par le British Office for Nuclear Regulation (ONR) et l'Environment Agency (EA).

L'ONR a conféré une confirmation d'acceptation de conception (DAC) et l'EA a remis une déclaration d'acceptabilité de conception (SoDA) à Hualong 1. La CGN et le géant français de l'électricité EDF ont signé des accords avec le gouvernement britannique en septembre 2016 sur la construction de trois projets au Royaume-Uni.

Le projet basé à Bradwell, dans l'Essex, devrait utiliser la technologie Hualong 1.



ONU-YÉMEN

La situation au Yémen sera mardi au centre d'une réunion du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra mardi une nouvelle session pour discuter de la situation au Yémen, lors de laquelle l'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Hans Gordenberg, informera le Conseil des derniers développements de la situation dans ce pays, en conflit depuis 2015.

L'émissaire onusien informera les membres du Conseil de sécurité des résultats des contacts qu'il a eus récemment avec les représentants des autorités légitimes et du mouvement armé «Ansarullah», appelé également (Houthis), tandis que le Coordonnateur humanitaire, présentera un rapport sur la situation humanitaire, à la lumière de la réduction de l'aide à 11 millions de Yéménites, à partir de fin février faute de financement.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité devrait également prendre note de l'évolution de la situation du navire «Safer», après l'obtention par les Nations unies de l'accord du gouvernement yéménite et des Houthis sur une proposition de déchargement de sa cargaison de pétrole brut vers un autre navire pour éviter son explosion, a-t-on fait savoir.

Selon des sources gouvernementales, les membres du Conseil entendront ensuite à huis clos le rapport du Comité international des sanctions, où l'organe onusien devrait approuver le maintien des sanctions contre ceux qui font obstruction à un règlement politique de la crise yéménite.

Ces sources n'ont pas exclu une proposition visant à ajouter de nouveaux membres du mouvement armé des Houthis à la liste des sanctions. Depuis le début de l'année dernière, 16,2 millions de personnes, soit l'équivalent de la moitié de la population du Yémen, souffrent d'insécurité alimentaire, 47.000 vivent dans des conditions proches de la famine, d'après l'ONU.

Le Yémen est en proie à un conflit armé entre les forces pro-gouvernementales soutenues par une coalition militaire arabe dirigée par l'Arabie saoudite, et les Houthis, qui contrôlent plusieurs villes dont la capitale, Sanaa, depuis septembre 2014.

En novembre dernier, les Nations unies ont annoncé que la guerre au Yémen aurait tué 377.000 personnes directement et indirectement.

NUCLÉAIRE IRANIEEN

L'accord de Vienne dépend des décisions politiques de l'autre partie

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Saeed Khatibzadeh, a déclaré, lundi, que l'accord de Vienne sur le nucléaire «dépendait des décisions politiques de l'autre partie».

S'exprimant lors d'une conférence de presse au sujet de l'avancement des pourparlers à Vienne et du manque de prise de décision politique américaine dans les pourparlers, Saeed Khatibzadeh a indiqué qu'il n'y a pas d'impasse à Vienne, les négociations se déroulent comme avant et des allers-retours entre les délégations ont lieu», rapporte l'agence de presse iranienne (IRNA).

«Ce qui reste à Vienne concerne les questions clés», a-t-il affirmé, ajoutant que «l'accord à Vienne dépend des décisions politiques de l'autre partie».

Téhéran prend ses décisions politiques il y a des années et est resté fidèle à l'accord, nous attendons de recevoir une réponse aux initiatives et propositions de l'Iran».

UKRAINE-OTAN

L'Ukraine pourrait abandonner sa candidature à l'OTAN

L'Ukraine pourrait abandonner sa candidature à l'OTAN, ont rapporté lundi des médias citant l'ambassadeur du pays en Grande-Bretagne. L'Ukraine est disposée à être «flexible» sur son objectif de rejoindre l'alliance militaire atlantique», a déclaré l'ambassadeur Vadym Prystaiko à la BBC lorsqu'on lui a demandé si Kiev pouvait changer sa position sur l'adhésion à l'OTAN.

L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN mais a eu une promesse datant de 2008 selon laquelle elle aura éventuellement la possibilité d'adhérer. Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont averti qu'une invasion pourrait être imminente. Moscou qui ne planifier une attaque, a émis des demandes écrites pour que l'OTAN renonce à toute nouvelle expansion vers l'est, y compris l'Ukraine. Les membres de l'OTAN ont rejeté la demande.

BOUMERDÈS Lancement prochain des travaux de réhabilitation de la maison de la culture Rachid Mimouni

L'opération de réhabilitation et de rénovation de la maison de la culture Rachid Mimouni de Boumerdès, sera lancée prochainement, par la direction de la culture qui a achevé toutes les procédures inhérentes, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de cet établissement culturel.

Le directeur de cette maison de la culture, l'un des plus importants monuments culturels de la wilaya, Meridji Ambarek, a indiqué à l'APS que « l'ensemble des préparatifs et procédures nécessaires pour le lancement du projet de réhabilitation de cet établissement culturel ont été achevés », ajoutant que les travaux seront entamés à la fin du mois en cours, ou, au plus tard, au début du mois prochain.

Il a fait part de l'affectation d'une enveloppe « importante », dont il n'a pas révélé le montant, pour la réhabilitation de cet édifice, sis au centre ville de Boumerdès et surplombant son front de mer. A noter l'examen, récemment, par le Conseil exécutif de wilaya de l'étude technique relative à la réhabilitation et à la modernisation de la maison de la culture Rachid Mimouni.

Plusieurs recommandations ont été introduites, à l'occasion, dans le plan de réhabilitation. Ces recommandations ont notamment porté sur le renforcement de cet établissement avec des espaces dédiés aux expositions et aux activités culturelles. Le plan de réhabilitation de cet édifice de cinq



étages, prévoit, aussi, le réaménagement du hall des expositions surplombant le front de mer, ainsi que des salles de conférences, de représentations théâtrales et artistiques et des espaces dédiés à l'internet et aux loisirs. La même étude propose, également, la réhabilitation et le réaménagement d'une salle de lecture réservée à la recherche artistique, d'une bibliothèque pour enfants, d'une salle dédiée aux ateliers artistiques et pédagogiques, et des deux ateliers de photographie et de théâtre. S'agissant du rééquipement de cet édifice culturel important, la directrice de la culture par intérim, Mme. Sabrina Bendou, a indiqué à l'APS qu'une « réflexion

est en cours, à ce sujet », signalant qu'une demande d'affectation d'une enveloppe financière supplémentaire pour cette opération, sera introduite, par les services concernés, auprès du ministère de tutelle.

A noter que 1000 abonnés en moyenne, et de différentes catégories d'âge, fréquentent annuellement (exception faite, des deux dernières années, du rant lesquelles le nombre d'habituels a fortement diminué en raison de l'épidémie du Coronavirus), la maison de la culture Rachid Mimouni, qui a ouvert ses portes en 1996.

Les espaces dédiés aux enfants enregistrent le plus grand nombre d'abonnés, soit près de 300 enfants ins-

crits aux différents ateliers et clubs de cet établissement culturel, notamment ceux dédiés au théâtre et à la lecture.

Les principaux clubs et ateliers de cette maison de la culture proposent des formations en théâtre pour adultes, arts plastiques, littérature, cinéma, audiovisuel et internet. Cet établissement met aussi à la disposition du public des laboratoires de langues et de musique populaire et moderne (guitare, piano, saxophone, flûte) et d'informatique.

LITTÉRATURE «Morituri» de Yasmina Khadra bientôt réédité en Algérie

Une nouvelle version du roman «Morituri», une oeuvre sur l'Algérie de la décennie du terrorisme, de Yasmina Khadra et adapté au cinéma, paraîtra prochainement en Algérie, 26 ans après sa parution en France, a annoncé son auteur sur sa page Facebook.

Publié en 1996 aux éditions Baleine-Paris (France), «Morituri» ressort dans une version «revue» et «enrichie» aux éditions Casbah, a précisé l'auteur, rappelant que «le texte n'avait bénéficié ni des corrections d'usage ni d'une relecture avisée» au moment de sa première publication.

Écrit au lendemain de l'attentat terroriste perpétré dans le cimetière de Sidi Ali à Mostaganem, le 1er novembre 1994, «Morituri» souffrait d'incomplétude due au traumatisme de l'auteur, présent, ce jour-là, sur les lieux du carnage. Pour ces raisons, l'auteur propose à ses lecteurs «une version revue et enrichie».

Auteur prolifique, Yasmina Khadra, un des romanciers francophones les plus lus au Maghreb et en Europe, publie depuis plus de 25 ans et compte à son actif une trentaine de romans, traduits dans plus de 50 langues.

L'auteur de «Ce que le jour doit à la nuit» (2008), «La longue nuit d'un repentis» (2010) ou encore «La dernière nuit du Rais» (2015) et «L'outrage fait à Sarah Ikker» (2019) a été plusieurs fois distingué en Espagne, en France, en Belgique et aux Etats-Unis.

Ces romans ont été également adaptés au cinéma comme «Morituri» réalisé par Okacha Touita, «Ce que le jour doit à la nuit» adapté par Alexandre Arcady, ou encore «Les hirondelles de Kaboul» présenté en film d'animation au Festival de Cannes par les coréalisatrices Zabou Breitman et Eléa Gobbé-Mévellec.

Les textes de Yasmina Khadra ont aussi investi le monde du 4e art comme «La dernière nuit du Rais», «L'attentat», ou encore «L'Olympe des infortunes».

APS

ETATS-UNIS «Mort sur le Nil» navigue en tête du box-office



La nouvelle adaptation du roman d'Agatha Christie «Mort sur le Nil» a pris la tête du box-office nord-américain ce week-end de la Saint-Valentin, se plaçant juste derrière sa sortie en salles, selon les chiffres provisoires d'un cabinet spécialisé publiés dimanche.

Le film, qui relate l'une des plus célèbres enquêtes du détective belge Hercule Poirot, a rapporté 12,8 millions de dollars de vendredi à dimanche, selon les données publiées par Exhibitor Relations.

Écrit en 1937 par la reine du roman policier et déjà porté à l'écran en 1978 avec Peter Ustinov et Jane Birkin, le film est cette fois mis en scène par Kenneth Branagh, qui reprend le rôle du perspicace enquêteur cinq ans après le succès de son «Crime de l'Orient-Express».

Le charme rétro de ce classique a relégué en deuxième place «Jackass forever», nouvel opus de la bande d'Américains déjantés du même nom qui fonctionnent, lui, sur des gags à l'humour pas forcément délicat.

Pour sa seconde semaine en salle, il a engrangé 8,1 millions de dollars.

Avec 8 millions de dollars de recettes

sur le week-end, la comédie romantique «Marry Me», sortie stratégiquement juste avant la Saint-Valentin, se place juste derrière.

Jennifer Lopez y incarne une superstar qui épouse sur un coup de tête, un professeur de maths divorcé joué par Owen Wilson.

Pour sa neuvième semaine en salle, «Spider-Man: No Way Home», dernier épisode en date des aventures de l'homme araignée, rétrograde en quatrième place mais empoche à nouveau 7,2 millions de dollars, ce qui porte le total de ses recettes à plus d'un milliard. Le thriller «Blacklight» avec Liam Neeson arrive en cinquième position avec 3,6 millions de dollars gagnés pour son week-end de sortie.

Voici le reste du top 10:

6 - «Tous en Scène 2» (3 millions)

7 - «Moonfall» (2,9 millions)

8 - «Scream» (2,8 millions)

9 - «Licorice Pizza» (923.000)

10 - «The King's Man: Première mission» (433.000).

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Tيارت
Daïra d'Aln kermès
Commune de Rosfa
Code fiscale : 0983414199005223
N° de l'avis : 01 /2022

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

Le P/APC de la commune de ROSFA lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la :

Acquisition et installation de kits d'énergie solaire pour 53 logements ZONE DEZ commune de ROSFA

Les soumissionnaires spécialisés dans le domaine de fabrication et installation ou installation des systèmes solaires justifiés par le code y afférent mentionné sur le registre du commerce et ayant réalisé au moins deux projet de même nature, raccordement en énergie solaire, justifié par une attestation de bonne exécution, intéressés par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès du « bureau des marchés public » contre paiement de la somme de 1.000 DA

Les offres doivent accompagner un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui sont accompagnées des pièces suivantes :

01-dossier candidature : enveloppe « 1 » portant la mention (dossier de candidature) comportant :

- Déclaration de candidature remplie signée et datée

- Déclaration de probité remplie signée et datée

- Les statuts pour les sociétés

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilités les personnes a engagé l'entreprise

- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats , des soumissionnaires :

a/ Capacités professionnelles : Une copie du registre de commerce

b/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans comptables indiquant les différents financiers des 03 dernières années visés par les services des impôts et Références Bancaires

c/ Capacités techniques : moyens humains (listes des moyens humains comprend : un ingénieur d'Etat ou master dans le domaine des énergies ou Licence ou licence LMD dans le domaine des énergies, Technicien supérieur ou technicien dans le domaine des énergies , ouvriers) - moyens matériel (listes des moyen matériels roulant : les cartes grises et suivants des attestations de l'assurance du matériels valide et PV d'huissier ou PV d'expert commissaire priseur ou notaire moins d'une année pour les matériels non roulant)

-les références professionnelles (Attestation de bonne exécution et justificants qu'il a réalisé deux (02) projets de même nature)

02-offre technique : enveloppe « 2 » portant la mention (offre technique) comportant :

- Déclaration à souscrire remplie signée et datée

- un mémoire technique, justificatif et autre document exigé en cahier des charges

- le cahier des charges paraphé et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

- Engagement de la garantie des équipements photovoltaïques doit être supérieur ou égal à trois (03) ans.

- Engagement du service après vente doit être supérieur ou égal à trois (03) ans.

- Fiches techniques et certificats de conformité des équipements .

- planning des travaux (Les détails d'exécution justifiés par le planning)

03 - offre financière : enveloppe « 3 » portant la mention (offre financière) comportant :

-La lettre de soumission dûment signée et datée par le soumissionnaire

-Le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.

-Le détail estimatif et quantitatif dûment signé par le soumissionnaire.

Les offres doivent être adressées sous des enveloppes comportant un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées et sont mises dans une autre enveloppe cachetée et

numérotée, comportant la mention :

« A soumettre que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Acquisition et installation de kits d'énergie solaire pour 53 logements

ZONE DEZ commune de ROSFA

Il est précisé que la période de préparation des offres est fixée de quinze (15) jours, les offres doivent être déposées la

dernier jour à compter de la première parution de l'avis dans les deux journaux nationaux et BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée en dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30. Si ce jour coïncide avec un

jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis est fixée en séance publique le même jour des dépôts des offres à 14h00, au siège de la commune de rosfa

- Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période équivalente à la durée de préparation augmentée de 03 mois.

Observation : les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

ASTRONOMIE

Une nouvelle planète agrandit la famille Proxima du Centaure

Après Proxima b et c, voici la petite dernière, Proxima d: les astronomes ont détecté une nouvelle planète orbitant l'étoile Proxima du Centaure, la plus proche de notre système solaire, selon une étude parue jeudi dans Astronomy & Astrophysics. D'un quart seulement la masse de la Terre, c'est l'une des plus légères du catalogue des exoplanètes, riche de près de 5.000 planètes tournant autour d'autres étoiles que le Soleil.



Proxima du Centaure est située à seulement quatre années-lumière de notre Soleil.

Beaucoup plus petite et deux fois plus froide que lui, elle appartient à la catégorie des "naines rouges".

Mais l'étoile a beau être proche et pas trop grosse - donc peu éblouissante - il est compliqué d'y détecter des planètes dans son giron.

Car lorsqu'on observe le "système Proxima", la Terre, l'exoplanète et son étoile ne se trouvent pas sur le même plan: on ne peut donc pas appliquer la méthode dite des transits, la plus "facile", qui consiste à capter les variations de luminosité provoquées par le passage d'une planète devant son étoile hôte, telle une micro-éclipse.

Il a donc fallu passer par la méthode des vitesses radiales, qui consiste à mesurer la vitesse de l'étoile, en observant si elle s'approche ou s'éloigne de nous.

Si des planètes orbitent autour, cette vitesse va légèrement varier. C'est ainsi que furent trouvées il y a quelques années, Proxima b, de masse semblable à la Terre et située dans la zone "habitable" (ni trop près ni trop loin de l'étoile), et Proxima c, plus petite.

"Lorsqu'on les a découvertes, on avait soupçonné un signal" provenant d'une troisième planète, raconte Baptiste Lavie, du département d'astronomie de l'Université de Genève, membre de l'équipe utilisant le Très grand télescope (VLT) de l'Observatoire européen austral (ESO) au Chili.

Mais ce signal était si faible qu'il a fallu poursuivre les observations à l'aide du spectrographe ESPRESSO installé sur le VLT.

Qui ont fini par confirmer une infime variation de la vitesse de l'étoile (1,4 km par heure) provoquée par une planète toute proche.

Proxima d se trouve à 4 millions de kilomètres de son étoile, moins d'un dixième de la distance de Mercure par rapport au Soleil.

Située à la limite de la zone habitable, elle met seulement cinq jours pour faire sa révolution.

Il s'agit "certainement d'une planète rocheuse, sa masse étant trop faible pour retenir le gaz", comme le font les géantes gazeuses du système solaire que sont Jupiter, Saturne ou Neptune, selon l'astronome Baptiste Lavie.

"Cette découverte extrêmement importante montre le potentiel de la méthode des vitesses radiales à révéler des populations de planètes légères, comme la nôtre, qui seraient les plus abondantes de notre galaxie et susceptibles d'abriter la vie", analyse Pedro Figuera, responsable de l'instrument ESPRESSO au Chili, cité dans un communiqué de l'ESO.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux Publics
Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tindouf
NIF : 40801500037011

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01/2022

Intitulé de l'opération : Entretien des chemins communaux (Tranche 2021)

Le wali de Tindouf, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités pour : Entretien des chemins communaux (Tranche 2021) ; Lot 01 : Entretien du CC n°08 sur 16 km du Pk 35 au Pk 51 (lot attribué)

Lot 02 : Entretien du CC n°08 sur 05 km du Pk 51 au Pk 56

Les entreprises sauf le groupement des entreprises intéressées par le présent avis et disposant de certificat qualification et classification professionnel activité principale Travaux Publics catégorie cinq (V) et plus, ayant réalisés au moins un projet de revêtement en béton bitumineux sur (03 km ou 2961 Tonne) et plus justifié par attestation de bonne exécution délivrer par les maîtres de l'ouvrages publiques, ayant un moyen de chiffre d'affaire des trois (03) dernières années (2017-2018-2019) ou (2018-2019-2020) supérieures à 30 000 000,00 DA justifiant par (C 20 ou bilans) (visés par les services d'impôts), devra présenter une attestation de solvabilité bancaire délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis, portant le même numéro compte bancaire mentionné dans la lettre de soumission, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tindouf - Bureau de Contentieux, réglementation et des marchés publics - Cité Ksabi - Tindouf ou par (Gmail : dtp.tindouf@gmail.com) tél : 049370927 fax : 049370928(45).

Les dossiers doivent comporter :

a) Le dossier de candidature qui sera composée de:

1. Déclaration de candidature (remplie, signée, cachetée et datée)
2. Déclaration de probité (remplie, signée, cachetée et datée)
3. Statut de l'entreprise (cas de société).
4. Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
5. Certificat de qualification et de classification professionnelle (catégorie cinq (V) et plus en activité principale Travaux Publics), en cours de validité
6. Copies des attestations fiscales et parafiscales (extrait de rôle apuré (Non inscrit dans la liste des tricheurs) et mises à jours CNAS, CASNOS et CACOBATPH).
7. Copie de registre de commerce électronique.
8. Attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les personnalités morale de droit algérien année 2019 ou 2020.
9. Numéro d'identification fiscale du soumissionnaire (NIF).

NB : (les pièces de 6 à 9 sont exigées uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les Fournir dans un Délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine)

10. Références bancaires (attestation de solvabilité et domiciliation bancaire).
11. Moyens humains justifié par l'affiliation CNAS, délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis et accompagné par des diplômes ou attestations de réussite pour l'encadrement, l'affiliation CNAS délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis pour les autres personnes.
12. Moyen de matériels à affecter au projet (justifiés par Carte grises + assurance en cours de validité pour matériels roulants et PV de l'huissier daté moins de 03 mois à la date d'ouverture des plis et facture d'achats pour autres matériels)
13. Bilans fiscaux des trois (03) dernières années (2017-2018-2019) ou (2018-2019-2020) ou C20 (visés par les services d'impôts)
14. Références professionnelles du soumissionnaire (Les attestations de bonne exécution d'un projet de revêtement en béton bitumineux sur (03 km ou 2961 Tonne) et plus, délivrées par les Maîtres d'ouvrages publiques).

b) L'offre technique qui sera composée de:

1. Déclaration à souscrire (remplie, signée, cachetée et datée).
2. Présent cahier des charges (rempli, signé, cacheté et daté) ; portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
3. Planning d'exécution détaillé des travaux.
4. Mémoire technique justificative (remplie, signée, cachetée et datée).

c) L'offre financière qui sera composée de:

1. Lettre de Soumission (remplie, signée, cachetée et datée).
2. définition des prix unitaires (signée, cachetée et datée).
3. Bordereau des prix unitaires (rempli, signé, cacheté et daté).
4. Détail quantitatif et estimatif (rempli, signé, cacheté et daté).

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » ; selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention : « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01 /2022, Entretien des chemins communaux (Tranche 2021) ;

Lot 01 : Entretien du CC n°08 sur 16 km du Pk 35 au Pk 51 (lot attribué) Lot 02 : Entretien du CC n°08 sur 05 km du Pk 51 au Pk 56

- Les offres doivent être déposées auprès de la Direction des travaux publics de la wilaya de Tindouf Cité Ksabi - Tindouf

- La date de dépôt des offres est fixée au 21 ème jour de 08h : 00 à 14h:00 à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, Aucune offre ne sera réceptionnée avant ou après cette date.

- Les soumissionnaires sont expressément invités d'assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu au siège de la : Direction des travaux publics de la Wilaya de Tindouf dans le jour même de dépôt des offres à (14h:30). Toutefois cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable au cas où celle-ci coïncide avec les jours fériés ou des repos hebdomadaires légaux.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent onze (111) jours à compter de la date de dépôt des offres.

HAND-CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS

L'équipe palestinienne de Deir Al-Balah en course contre la montre pour participer à l'édition d'Arzew

Le club palestinien de l'Union Deir Al-Balah espère participer, pour la première fois de son histoire, au 16e Championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes de handball "Fayçal Ibn Fahd", organisée en mars prochain par l'ES Arzew, a-t-on appris lundi du comité d'organisation de cette manifestation sportive.

A ce propos, le président de l'ESA, Amine Benmoussa, a déclaré, à l'APS, qu'il était en contact avec le premier responsable de la formation palestinienne, championne de la bande de Ghaza la saison dernière, "concernant la participation de son équipe au championnat arabe, où il m'a fait part de son grand désir de prendre part pour la première fois de l'histoire de son club dans une compétition internationale, d'autant plus que celle-ci se déroulera en Algérie, qui a une place spéciale dans le cœur des Palestiniens".

La date limite des inscriptions des clubs désirant participer au Championnat arabe des clubs vainqueurs de coupe (messieurs et dames), prévu du 1er au 11 mars, à Arzew et Oran, est fixée pour ce lundi, rappel le-t-on. Le président de l'ESA a expliqué dans ce contexte qu'il attendait une correspondance officielle de l'Union arabe de handball pour lui fournir la liste officielle des clubs participant au tournoi, car il aspire à ce que ce dernier réalise une participation record par rapport aux éditions précédentes, selon ses dires. Toutefois, il



est à signaler que le club palestinien fait face à des difficultés financières qui pourraient l'empêcher de se déplacer en Algérie, a-t-on fait savoir.

L'Algérie sera représentée dans cette épreuve, qui s'inscrit également dans le cadre des compétitions expérimentales des Jeux méditerranéens programmés à Oran l'été prochain, par l'ESA (club organisateur), la JSE Skikda (détentrice de la Coupe d'Algérie) et le W Ain Touta (finaliste

de la Coupe d'Algérie). Le match d'ouverture du championnat arabe est prévu au niveau de la salle omnisports (6.000 places) du nouveau complexe sportif d'Oran, qui devra être réceptionnée à la fin de ce mois, alors que les autres rencontres auront lieu à la salle omnisports d'Arzew et le Palais des Sports "Hamou-Boutlelis" à Oran, qui ont bénéficié de travaux de rénovation en prévision des Jeux méditerranéens (25 juin au 5 juillet 2022).

SPORT

Le président du CIO, qualifié d'excellent, le travail de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique

Le président du Comité international olympique (CIO), l'Allemand Dr Thomas Bach a salué le travail, effectué par l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), présidée par l'Algérien Mustapha Berraf, le qualifiant d'«excellent», a indiqué l'instance continentale.

Lors d'entretiens très fructueux, tenus à Pékin en marge des Jeux Olympiques d'hiver, avec le président de l'ACNOA et membre du CIO, Mustapha Berraf, le président du CIO a confirmé «son attachement au continent et a salué l'excellent travail réalisé par l'instance africaine et le mouvement olympique africain qui a connu une très grande avancée et une fructueuse restructuration».

De son côté, Mustapha Berraf s'est dit «extrêmement satisfait du soutien du président et des grands défis relevés en ces temps de pandémie mondiale». L'entretien qui a duré près d'une heure a permis de faire un large tour d'horizon et a défini les contours du développement du sport et de l'olympisme en Afrique. Mustapha Berraf, réélu en mai 2021 au Caire à la tête de l'ACNOA, a pris la parole lors de la 139e session du CIO tenue à la veille de l'ouverture des JO de Pékin.

L'Association des Comités Nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) possède une fondation Olympafrica qui englobe 50 complexes à travers le continent, et regroupe des millions de jeunes compétences du continent qui se préparent, avec les moyens de bord, aux différentes échéances internationales.

Les JO d'hiver de Pékin-2022 enregistrant la participation attendue de six pays d'Afrique avec un athlète chacun (Érythrée, Ghana, Madagascar, Maroc et Nigeria), sur 91 délégations participantes.

ECHECS

L'Algérien Lyès Yala ambitionne de battre le record mondial des simultanées

Le maître national Lyès Yala ambitionne d'établir un nouveau record mondial des simultanées d'échecs, et graver par la même occasion son nom dans le livre Guinness des records, a annoncé l'intéressé lors d'une conférence de presse, animée dimanche matin à Alger. L'Algérien de 54 ans est appelé à défier simultanément 625 joueurs, en septembre 2023, avec l'objectif de remporter 80% de victoires, qui est le minimum requis pour que le nouveau record mondial soit validé. En effet, ce challenge est limité dans le temps, car Yala devra relever son défi «trois mois avant la date butoir, fixée au mois de décembre 2023», suivant l'explication donnée par l'intéressé au Forum du quotidien national Horizons. D'où la programmation de la compétition pour le mois de septembre. Pour rappel, l'ancien record du monde est détenu depuis février 2011 par le maître iranien Ihcène Makam Makami, qui avait défié 604 joueurs. Dans le cadre de sa préparation pour cet événement, Yala a pris part à une grande manifestation d'échecs simultanées, disputée le 26 janvier dernier à l'Université des Sciences de la culture physique et du sport à La Havane (Cuba), dans le cadre de la célébration du 169e anniversaire de la naissance du héros cubain, José Martí. Une épreuve qui avait duré plus de neuf heures et pendant laquelle le maître algérien avait affronté 169 joueurs, remportant 154 victoires, contre sept nuls et seulement huit défaites. Yala poursuivra sa préparation à travers la participation à différents tournois internationaux, à commencer par Madagascar, le 25 mars prochain, où il a demandé à défier simultanément un total de 220 joueurs. Après quoi, il se rendra en Indonésie, pour rencontrer le 20 mai un total de 260 joueurs, terminant son périple à New York, le 26 juillet, où il défiera un total de 300 joueurs. «Dans le cadre de ma préparation, je disputerai d'autres tournois, en France, au Portugal, en Ukraine, au Luxembourg, au Pérou, en Russie, en Espagne, au Gabon et aux Pays-Bas, mais pour l'heure, je ne peux avancer aucune date les concernant, car elles n'ont pas encore été arrêtées» a-t-il expliqué. «L'idée d'établir un nouveau record du monde a germé dans mon esprit en 2018, et depuis, je travaille sans relâche pour atteindre cet objectif, à travers lequel, j'espère faire honneur à mon pays» a-t-il ajouté. Outre le côté technique, Yala a affirmé que l'aspect physique aura également une grande importance dans la perspective de relever ce défi, car il est éprouvant de fournir autant d'énergie pendant près de dix heures, sans possibilité de souffler. D'où la nécessité selon lui «d'avoir une condition physique», tout en étant «solide moralement». Yala a commencé la pratique des échecs à l'âge de huit ans, mais ce n'est qu'en 1989 qu'il a rejoint son premier club, en l'occurrence, le Club d'Alger des Echecs. Après quoi, il a opté pour le NB Mohammedia, au sein duquel il est resté sept ans, avant de s'envoler vers d'autres horizons, notamment, le NRCB Casbah et le Club de Dely Brahim. Côté formation, Yala est détenteur d'un diplôme d'initiateur 1er degré, obtenu auprès de la Ligue d'Alger. Il possède également d'autres diplômes, deux attestations en Suisse-manager.

ATHLÉTISME - CROSS-COUNTRY - CHALLENGE CHELDA BOULENOUAR

La 36^e édition le 19 février à Tlemcen

Près de 1000 crossmen, de différentes catégories d'âge et dans les deux sexes devraient animer la 36^e édition du challenge national «Chelda Boulenouar», prévu dans la matinée du samedi 19 février courant, dans la commune de Chetouane, relevant de la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. La compétition est ouverte aux catégories des benjamins, minimes, cadets, juniors et seniors (messieurs et dames), et elle se déroulera sur un circuit comportant deux boucles : une petite de 1266 mètres, et une grande de 2025 mètres,

en slalom. Les benjamins et les benjamins concourront sur une distance identique de 1500 mètres, alors que les minimes (garçons) parcourront 500 mètres de plus que les filles du même âge, soit 2500 mètres, contre seulement 2000 pour les filles.

Même disparité chez les cadets, avec une distance de 4000 mètres pour les garçons et seulement 3000 pour les filles, alors que les juniors (messieurs/dames) parcourront la même distance que les seniors (dames), à savoir : 6000 mètres, alors que les seniors (messieurs) seront appelés à en découdre sur une dis-

tance de 9000 mètres. Le dernier délai pour confirmer les engagements a été fixé au jeudi 17 février courant, alors que «les inscriptions sont ouvertes à l'ensemble des athlètes et des clubs régulièrement affiliés à la Fédération algérienne d'athlétisme pour la saison 2021-2022», a-t-on encore appris auprès de la même source. Pour mettre les athlètes dans les meilleures conditions possibles pendant la compétition, «le circuit sera nivelé, tracé et jalonné vendredi», soit la veille du déroulement des épreuves, a-t-on encore promis de même source.

SPORT (ORAN)

Vers la création prochaine d'une ligue de wilaya de kempo

Des préparatifs sont en cours à Oran pour la création d'une Ligue de wilaya de kempo, deux ans après que la fédération nationale de cette discipline sportive a obtenu son agrément des services compétents, a-t-on appris lundi auprès du responsable de la commission provisoire chargée de la gestion de ce sport de combat au niveau de la capitale de l'ouest du pays. Dans ce contexte, Nadjem Bouziane a déclaré à l'APS que «la commission de wilaya, qui chapeaute le Kempo à Oran et qui opère sous la tutelle de la Fédération algérienne de cette discipline, est en phase d'achever les préparatifs d'une assemblée générale constitutive pour la création d'une ligue de wilaya, que nous comptons programmer au courant des prochaines semaines». Avant cela, ladite commission poursuit ses activités dans le but de promouvoir ce sport dans le territoire de la wilaya d'Oran, notamment après avoir constaté un engouement des jeunes pour le pratiquer, selon le même responsable. Et de poursuivre : «à ce jour, pas moins de six clubs sont affiliés à notre commission au niveau d'Oran, où ils ont ouvert leurs portes à toutes les catégories d'âge, en attendant que d'autres clubs fassent de même sachant que les jeunes algériens sont

généralement des férus d'arts martiaux». Il s'agit, entre autres, du club de sport amateur JS Al-Ittifaq, d'Al-Nada, d'Al Botola et de celui de la police d'Oran, dont les équipes ont décroché les quatre premières places lors du premier championnat de wilaya, dédié aux jeunes catégories, qui s'est déroulé le 22 janvier dernier, au complexe sportif "Aissaoui M'hamed" de Hassiane Etoual (ex Fleurus) à Oran, et organisé par le club de sport amateur JS Al-Ittifaq en coordination avec la Fédération algérienne du kempo, a précisé la même source. Le responsable de la commission de wilaya de kempo, qui a récemment obtenu une autorisation de la direction locale de la jeunesse et des sports pour tenir l'assemblée constitutive de la Ligue locale, a estimé, en outre, que le déroulement de ce championnat est en soi une «grande étape dans la voie de la promotion de ce sport, qui a réussi à attirer de nombreux jeunes à l'échelle nationale, et cela s'est traduit par la création d'environ 65 clubs dans diverses régions du pays, ce qui constitue un indicateur positif qui laisse présager une large diffusion de cette spécialité, qui combine dans sa pratique plusieurs autres disciplines de sports de combat, comme le karaté do et le kick boxing».

CYCLISME

Course régionale cyclisme toutes catégories vendredi à Sidi Bel-Abbes

Une course régionale de cyclisme toutes catégories, aura lieu vendredi prochain à Ain Trid (Sidi Bel-Abbes), a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette compétition de la petite reine, organisée par la Fédération algérienne avec le concours de la ligue de cyclisme de la wilaya de Sidi Bel-Abbes dans le cadre des festivités célébrant la journée nationale du Chadid, verra la participation de plus de 120 coureurs cyclistes, écoles, benjamins, minimes, cadets, juniors et seniors de 15 clubs de huit ligues de wilayas de l'Ouest du pays. Cette course régionale se déroulera sur un circuit fermé à proximité du lac de Sidi M'hamed dans la commune d'Ain Trid. Les écoles devront parcourir une distance de 3 km, les Benjamins 8 km, les minimes 20 km, les cadets 40 km et les juniors et seniors 80 km. Cette course de la petite reine s'inscrit dans le cadre de l'application du programme du calendrier régional.

ALGÉRIE

Ameur Chafik "surpris et déçu" par la manière de son limogage de la DTN

Le désormais ancien Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) Ameur Chafik, s'est dit "surpris et déçu" par la manière avec laquelle il a été limogé dimanche de cette structure, estimant qu'il partait avec "le sentiment du devoir accompli".

"Je suis surpris par cette décision. Je regrette la manière avec laquelle j'ai appris cette nouvelle, via les médias, alors que l'idéal était de s'asseoir autour d'une table avec les responsables.

J'ai appris la nouvelle, assis dans mon bureau, alors que je préparais le voyage de l'équipe nationale (dames) en Afrique du Sud (prévu mercredi à bord d'un vol spécial, ndr) dans le cadre du dernier tour qualificatif à la CAN-2022.

Ce n'est guère le bon timing d'apporter un changement à la veille d'une importante échéance.

Cela fait quelques jours déjà que des informations circulaient concernant mon avenir à la DTN, mais je n'avais pas prêté attention à cela, en les considérant comme rumeurs", a affirmé à l'APS Ameur Chafik.

Le Bureau fédéral de la FAF, réuni dimanche sous la présidence de Amara Charaf-Eddine, a décidé de mettre fin aux fonctions du DTN Ameur Chafik et de son adjoint Abdelkrim Benaouda.

En attendant la désignation d'un nouveau DTN, la FAF a chargé Taoufik Korichi, actuel directeur de la formation, d'assurer l'intérim.

"Aujourd'hui, mon limogage a été confirmé d'une manière officielle via le site officiel de la FAF.

Je pars avec le sentiment du devoir accompli, j'ai tout fait pour apporter un plus pour le football national, même si j'avais travaillé dans des conditions assez difficiles en raison notamment de la pandémie du Covid-19, avec l'annulation de plusieurs stages et tournois.

J'ai établi un programme jusqu'en 2023, mais malheureusement les vents soufflent à l'encontre de ce que les navires désirent", a-t-il ajouté.

Avant de conclure : "J'espère que mon successeur puisse faire mieux.

Je souhaite bon courage à nos différentes sélections nationales, dont l'équipe A, appelée à jouer en mars prochain sa qualification à la Coupe du monde 2022".

La FAF a lancé un appel à candidatures pour la nomination du prochain DTN, dont la date butoir de dépôt est fixée au 28 février.

LIGUE 1 TUNISIENNE

Les supporters du CS Sfax lancent une campagne de collecte de dons au profit du club

Les supporters du CS Sfax (Ligue 1 tunisienne de football), ont lancé lundi une campagne de collecte de dons au profit du club, pour faire face à la crise financière accrue que traverse la formation de la capitale du sud.

Les fans du CSS entendent épauler le bureau provisoire dirigé par le président du comité de soutien Moncef Sellami, et permettre au club de régler ses dettes estimées à environ 7 millions de dinars (2,15 millions d'euros), en plus des sanctions infligées par le TAS et la Fifa pour non paiement des salaires de joueurs et entraîneurs.

La comité de soutien a, pour l'occasion, mis à la disposition du public désireux de contribuer à la campagne des tickets de 5, 100, 500 et 1000 dinars, disponibles dans les locaux du réseau "Socios" à Sfax et Tunis, ainsi que des tickets de 30, 150 et 300 euros pour les supporters résidant à l'étranger.

Moncef Sellami avait souligné, fin janvier dernier la nécessité de conjuguer les efforts pour dépasser les problèmes auxquels fait face le CSS actuellement.

Il, par la même occasion, appelé à injecter du sang nouveau au sein de la formation et à favoriser l'implication des jeunes pour qu'ils puissent prendre le relais au sein de la direction sur les plus anciens.

Engagé en Coupe de la Confédération africaine, le CSS a bien entamé la phase de poules de l'épreuve, en s'imposant dimanche à domicile face aux Zambiens de Zanaco (1-0), grâce à un but d'Ayemen Harzi, inscrit dans le temps additionnel (90e+7) sur penalty.

APS

CAN-2022 DAMES - ALGÉRIE (DERNIER TOUR)
23 joueuses retenues pour l'Afrique du Sud

La sélectionneuse de l'équipe nationale féminine de football, Radia Fertoul, a fait appel à 23 joueuses, en vue de la double confrontation face à son homologue sud-africaine, comptant pour le deuxième et dernier tour qualificatif à la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2022, a indiqué lundi la Fédération algérienne de football (FAF).



La première manche entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique, est prévue vendredi au stade d'Orlando à Johannesburg (15h00, heures algériennes), tandis que le match retour aura lieu le mercredi 23 février au stade Omar-Hamadi de Bologhine, à Alger (18h00).

La délégation algérienne s'envolera en direction de Johannesburg, mercredi à bord d'un vol spécial de la compagnie nationale Air Algérie.

Le retour, lui, est prévu après la rencontre, soit le vendredi 18 février à partir de 21h00. La sélectionneuse nationale, Mlle Radia Fertoul, animera une conférence de presse lundi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa à 16h30.

Pour rappel, la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2022 aura lieu au Maroc du 2 au 23 juillet prochain.

Les quatre premiers seront directement qualifiés pour le mondial Australie/Nouvelle-Zélande 2023, tandis que deux sélections supplémentaires

disputeront le tournoi de barrage intercontinental.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (PHASE DE
POULES/ 1RE J)
Défaite de la JS Saoura devant
Orlando Pirates 2-0

La JS Saoura s'est inclinée dimanche face aux Sud-Africains d'Orlando Pirates 2-0 (mi-temps: 1-0) à Johannesburg (Afrique du Sud), pour le compte de la première journée (groupe B) de la phase de poules de la coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Les deux buts de la partie ont été inscrits par Happy Jele (3e) et Bandile Shandu (66e).

L'autre match du groupe opposant Royal Léopards (Eswatini) à Al-Ittihad (Libye) a été reporté au 06 mars prochain. La CAF a décidé de reporter cette rencontre en raison du dérèglement tardif du match opposant Royal Léopards à la JS Kabyle pour le compte du 2e tour préliminaire additionnel/retour.

Lors de la seconde journée, prévue le 20 février courant, la JS Saoura recevra Royal Léopard (Eswatini), tandis que Al-Ittihad sera opposé à Orlando Pirates. Pour rappel, la JSS avait validé son billet pour la phase de poules aux dépens de Hearts of Oak du Ghana.

Voici par ailleurs la liste des 23 joueuses :

Gardiennes de but : Dahes Yasmina (FC Constantine), Ngazi Chloé (US Orléans/ France), Lounas Lamia (Alger Centre).

Défenseurs : Allouache Wassila (CFA Akbou), Bara Fatima (ASE Alger-Centre), Belkhit Morgane (Stade brestois 29/ France), Boudaoud Sarah (US Orléans/ France), Chebel Imene (FC Fleury 91/ France), Hafaf Melina (FC Fleury 91/ France), Guelati Sofia (Rodez FA/ France), Khellas Armelle (Albi Marssac/ France)

Milieux : Khelif Lina (US Saint-Malo), Roselene Khezami (US Saint-Malo), Belkacemi Lydia (US Orléans/ France), Kendouci Zineb (Affak Relizane), Kouli Syllia (Le Harve AC/ France), Ould Brahim Amira (US Orléans/ France).

Attaquants : Boutaleb Ines (Metz), Bouheni Naïma (Affak Relizane), Bouzid Wisssem (US Orléans/ France), Merrouche Imene (FC Constantine), Adjabi Ikrem (US Orléans), Muller Laura (La Roche Sur Yon).

Résultats complets des rencontres

Résultats complets des matchs de la 1re journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Groupe A :

CS Sfaxien (Tunisie) - Zanaco (Zambie) 1-0

Pyramids FC (Egypte) - Ahly Tripoli (Libye) 2-1

Groupe B :

Orlando Pirates (Afrique du Sud) - JS Saoura (Algérie) 2-0

Royal Léopards (Eswatini) - Al-Ittihad (Libye) (Reporté au 06 mars)

Groupe C :

Coton Sport (Cameroun) - Al-Masry (Egypte) 0-0

TP Mazembe (RD Congo) - AS Otoho (Congo) 1-0

Groupe D :

Simba FC (Tanzanie) - ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) 3-1

RS Berkane (Maroc) - USGN (Niger) 5-3

NB : Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - JS KABYLIE

Larichène officialise sa démission

Le Conseil d'administration de la Société Sportive par Actions "Jeunesse Sportive de Kabylie" a annoncé dimanche soir qu'il "tiendra incessamment une réunion d'urgence, pour prendre les décisions qui s'imposent", après la démission du président Amar Yazid Larichène, qui avait officialisé son départ, par écrit, un peu plus tôt dans l'après-midi.

Le premier responsable administratif du club Kabyle avait annoncé son départ, verbalement, juste après la défaite à domicile contre le MC Alger (1-0), survenue jeudi dernier, dans le cadre de la mise à jour du calendrier de la Ligue 1 algérienne de football.

Moins de 72 plus tard, et alors que beaucoup pensaient à une réaction à chaud, motivée par la grosse déception qu'avait éprouvé Larichène après cette défaite inattendue, le concerné a décidé de joindre l'acte à la parole, en transmettant une démission par écrit au Conseil d'administration, et dont une copie a été publiée sur le site officiel du club. "C'est avec un grand regret que je me vois contraint de vous notifier ma démission du poste de président du Conseil d'administration de la SSPA



/ Jeunesse Sportive de Kabylie, et ce, pour des raisons majeures, qui m'empêchent d'aller au bout de mon projet avec le club, qui consistait à réhabiliter ce dernier, et à lui redonner toute sa dimension" a-t-il indiqué dans ce document, daté du vendredi 11 février, soit, le lendemain de la défaite à domicile contre le Doyen. Larichène a clairement laissé entendre en effet que ce revers contre le Mouloudia n'était que la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase, car les "vraies raisons" qui l'ont poussé à démissionner étaient beaucoup plus profondes.

"Après ma prise de fonctions, j'ai promis de mettre tous les moyens nécessaires pour relancer le club, et à mon niveau, j'ai vraiment donné le

maximum. Malheureusement, aucun soutien supplémentaire n'a suivi depuis.

Même nos sponsors traditionnels ont adopté une position incompréhensible" a-t-il commencé par dénoncer.

"Devant cette totale absence d'accompagnement, et sachant que notre club a accumulé des dettes astronomiques, je me retrouve devant une impasse, qui ne me laisse guère le choix.

Je dois partir et je le fais avec frustration, et avec un profond sentiment d'injustice, car la JSK est livrée à elle-même, alors que d'autres clubs sont soutenus par de grandes sociétés nationales.

Face à cette inégalité des chances, j'éprouve de la Hogue" a-t-il encore dénoncé. Larichène a cependant tenu à faire savoir que malgré son retrait, et au-delà de son statut d'actionnaire au sein du club, il "restera toujours un fidèle supporter de la JSK" et un fervent défenseur de ses valeurs.

Il a conclu en priant le Conseil d'administration de "bien vouloir accepter cette démission", en s'engageant à "présenter un bilan détaillé dès la prochaine réunion.

LIGUE 1 FRANÇAISE (24E J) STADE BRESTOIS Belaili passeur décisif face à Troyes (5-1)

L'ailier international algérien du Stade brestois 29 Youcef Belaili, s'est distingué dimanche, en signant une passe décisive lors de la victoire de son équipe à domicile face à Troyes (5-1), dans le cadre de la 24e journée de la Ligue 1 française de football.



Sur une ouverture de Belaili du côté droit (7e), Martin Satriano a contrôlé de la poitrine et reprend de volée le ballon, pour tromper la vigilance du portier adverse.

L'enfant d'Oran a cédé sa

place en fin de match (83e), et confirme désormais ses aptitudes à s'adapter au style de jeu élaboré par l'entraîneur Michel Der Zakarian. A l'issue de cette victoire, Brest, où évolue l'autre international algérien Haris

Belkebla, monte à la 12e place au classement avec 31 points, et compte provisoirement onze points d'avance sur les places de relégation. Belaili (29 ans), qui a résilié en décembre son contrat avec le Qatar SC, s'est engagé

avec le Stade brestois en janvier jusqu'à la fin de la saison, avec possibilité de renouveler son contrat. C'est sa deuxième expérience en France, après un passage raté chez Angers SCO lors de la saison 2017-2018.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE Trois Algériens présents dans l'équipe type de la 1^{re} journée

La Confédération africaine de football (CAF) a retenu trois joueurs algériens, dont deux de l'ES Sétif, dans l'équipe type de la 1^{re} journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputée vendredi

et samedi. Le défenseur international algérien de l'Etoile du Sahel (Tunisie) Hocine Benayada figure dans ce onze type, idem pour les deux sociétaires de l'Entente : le défenseur Hocine Laribi et l'attaquant Ahmed Kendouci, selon

la liste dévoilée lundi par l'instance continentale sur son compte officiel Twitter.

Logée dans le groupe B, l'ESS a réalisé une excellente opération en allant s'imposer samedi à Conakry face aux Guinéens de Horoya AC (1-0), grâce à une réalisation signée Kendouci (47e).

Il s'agit du 15e succès en déplacement pour l'Entente dans ses participations africaines, alors que la formation guinéenne concède pour l'occasion son premier revers à domicile, après une série d'invincibilité de 34 matchs, dans les compétitions africaines interclubs.

De son côté, l'ES Sahel (Gr.C) a été tenue en échec vendredi au stade Hamadi Agrebi à Tunis devant l'autre représentant algérien le CR Belouizdad (0-0).

Le Chabab a raté un penalty dans le temps additionnel tiré par Kheireddine Merzougui.

Lors de la 2e journée, l'ESS et le CRB recevront le week-end prochain, au stade du 5-juillet d'Alger, respectivement les Marocains du Raja Casablanca et les Tunisiens de l'ES Tunis.

L'équipe type de la 1^{re} journée

Gardien de but : Mathlouthi (ES Sahel/ Tunisie)

Défenseurs : Benayada (ES Sahel/ Tunisie), Vidinho (Petro Atlético/ Angola), Laribi (ES Sétif/ Algérie), Dari (WA Casablanca/ Maroc)

Milieux : Jabrane (WA Casablanca/ Maroc), Moutouali (Raja Casablanca/ Maroc), Zwane (Mamelodi Sundowns/ Afrique du Sud), Kendouci (ES Sétif/ Algérie)

Attaquants : Ben Romdhane (ES Tunis/ Tunisie), Mbenza (WA Casablanca/ Maroc).

KOWEÏT L'entraîneur Kheireddine Madoui quitte Al-Qadisiya

L'entraîneur algérien d'Al-Qadisiya du Koweït, Kheireddine Madoui, a déposé sa démission après près de huit mois d'activité au sein du club, a indiqué le vice-champion du Koweït sur son compte twitter.

"L'entraîneur algérien de l'équipe première Kheireddine Madoui a présenté sa démission au Conseil d'administration d'Al-Qadisiya du Koweït et nous l'avons acceptée.

Nous remercions Madoui pour toute cette période passée à la tête du staff technique, en leur souhaitant beaucoup de succès au sein de son futur club.", a indiqué le club koweïtien.

Madoui, qui a déjà eu des expériences à l'étranger, plus précisément en Tunisie et en Arabie saoudite, quitte Al-Qadisiya du Koweït qui occupe la 3e place au classement général avec 20 points, à une longueur seulement de leader, Al-Kazma.

Madoui (44 ans) est le seul technicien algérien à avoir remporté la Ligue des champions africaine sous sa nouvelle formule en 2014 avec le club de sa ville natale, l'ES Sétif.

CAMEROUN Le sélectionneur Antonio Conceição confirmé à son poste



Le sélectionneur portugais des Lions indomptables du Cameroun Antonio Conceição, a été confirmé à son poste en prévision de la double confrontation face à l'Algérie en mars prochain, en barrage qualificatif à la Coupe du monde 2022, a rapporté lundi la presse locale, citant le ministre des sports et de l'éducation physique. "L'urgence aujourd'hui c'est la préparation des barrages en mars prochain dans la sérénité, dans l'unité, dans l'harmonie. Et pour cela, nous avons une équipe. Une équipe qui est en train de monter en puissance, une équipe qui a montré sa force, son fighting spirit, sa combativité.

Nous avons un staff technique composé d'expatriés mais également mais également de Camerounais. On ne le dit pas assez. La priorité actuellement, ce n'est pas de déstabiliser l'équipe en la découpant. La découper, cela veut dire couper la tête de l'entraîneur.", a indiqué le ministre Narcisse Mouelle Kombi sur le plateau de la télévision nationale "Crtv".

Globalement, le bilan du portugais à la tête des Lions indomptables est positif. En 23 rencontres, Antonio Conceição a enregistré 14 victoires, 6 nuls et 3 défaites avec la sélection du Cameroun (soit 61 % de succès), estime la presse locale. Pour rappel, le Cameroun affrontera l'Algérie fin mars prochain en barrage qualificatif à la Coupe du monde 2022. La manche aller aura lieu à domicile avant de se rendre à Blida pour la manche retour.

APS

PUBLICITÉ

A
R
C
Z
التعاونية العقارية جمعية إقامة الباحثين بزالد
اعتماد رقم 2001/23 بتاريخ 10 أكتوبر 2001
Coopérative Immobilière dénommée
"Association des Résidents Chercheurs Zéralda"
Adresse : 3 Rue des Frères AISSOU Ben Aknoun

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conformément à la résolution 4, de l'Assemblée Générale de la coopérative immobilière ARCZ tenue le 02 Décembre 2021, relative à l'assainissement de la liste des souscripteurs, le Conseil de Gestion invite les acquéreurs qui n'ont pas assisté aux AGs, à se rapprocher du Président de l'ARCZ à l'adresse électronique suivante : cooperativearcz@gmail.com, **AU PLUS TARD LE 10 MARS 2022**, aux fins de vérifier leur état de paiement (Versements BDL et cotisations), et ce, avant que l'Assemblée Générale ne décide de leur statut dans la coopérative.

Le Président de l'ARCZ

TIERNEY DANS LE VISEUR DU REAL MADRID

Kieran Tierney, le défenseur d'Arsenal, serait dans le viseur du Real Madrid pour la saison prochaine. Le club espagnol voit le Gunner comme le successeur de Marcelo. Kieran Tierney pourrait donner des sueurs froides à Mikel Arteta l'été prochain. Selon des informations de Marca, le défenseur d'Arsenal serait sur la liste des joueurs susceptibles de prendre la succession de Marcelo dans la défense du Real Madrid. Agé de 24 ans, il est devenu l'une des pièces maîtresses des Gunners et on voit mal le club londonien le laisser filer facilement. Cette saison, Kieran Tierney qui évolue à Arsenal depuis trois ans, a fait 19 apparitions toutes compétitions confondues et compte à son actif un but et trois passes décisives. Sous contrat jusqu'en juin 2026 avec les Gunners, sa valeur est estimée à 32 millions d'euros par Transfermarkt.



VLAHOVIC SAVOURE SES DÉBUTS RÉUSSIS

Déjà buteur contre l'Hellas Vérone (2-0) en Serie A dimanche pour ses débuts avec la Juventus Turin, l'attaquant Dusan Vlahovic (22 ans, 26 matchs et 21 buts toutes compétitions cette saison) a failli remettre le couvert jeudi contre Sassuolo (2-1) en Coupe d'Italie, mais le second but de la Vieille Dame a finalement été attribué à Ruan Tressoldi contre son camp. En tout cas, le Serbe, recruté contre 75 millions d'euros (bonus compris) en provenance de la Fiorentina cet hiver, montre déjà des signes très prometteurs. "Est-ce que j'ai l'impression de jouer dans cette équipe depuis longtemps ? Il faut encore du temps pour s'intégrer de la meilleure façon possible, mais je tiens à remercier mes coéquipiers, l'entraîneur et le club pour la façon dont ils m'ont accueilli. Pour moi, c'est un honneur de jouer avec ce maillot et d'être disponible pour l'équipe", a assuré le co-meilleur buteur du Calcio au micro de Sky Italia.

BENZEMA : «ON VA REVENIR TRÈS TRÈS FORT !»

À l'approche des huitièmes de finale de la Ligue des champions, Karim Benzema a posté une vidéo sur son compte Instagram.

C'est une évidence, Karim Benzema manque beaucoup au Real Madrid. Les Merengues n'ont marqué qu'un seul but lors des trois dernières rencontres qu'ils ont disputées sans le Français, une stat pas vraiment rassurante à l'approche du huitième de finale de Ligue des Champions face au PSG (mardi, 21h).

Pour l'heure, impossible de dire si le meilleur buteur du Real sera en mesure de tenir sa place contre Paris dans trois jours. Ancelotti lui-même a reconnu en conférence de presse qu'il fallait attendre de voir comment l'état de forme de Benzema allait évoluer ces prochains jours. Quelques minutes à peine après la fin du match Villarreal - Real Madrid hier soir (0-0), Karim a publié une petite vidéo sur ses réseaux sociaux. On y voit l'attaquant terminer en sueur une séance d'entraînement à son domicile. "On y va, motivation totale ! On va revenir très très fort ! Nueve !", lance le Madrilène dans sa vidéo publiée sur Instagram, lui qui n'a certainement qu'une seule idée en tête désormais, arriver dans la meilleure condition possible pour le choc de la Ligue des champions contre le PSG.



Dortmund veut prolonger un Français

Le BVB compte sur Dan-Axel Zagadou à l'avenir. Dortmund veut prolonger un Français Arrivé durant l'été 2017 au Borussia Dortmund, le jeune défenseur Dan Axel Zagadou n'a plus que quelques mois de contrat avec la formation allemande. Pour éviter de voir l'ancien joueur du Paris Saint Germain partir libre donc, les dirigeants du BVB aimeraient prolonger le bail de leur joueur, âgé de 22 ans. Une information confirmée par Michael Zorc, le directeur du football du club au micro de Sky. « Nous aimerions continuer à le voir chez nous, en espérant qu'il puisse aussi mettre le meilleur potentiel sur la place, les discussions sont en cours. » Cette saison, Marco Rosé l'a utilisé à 13 reprises toutes compétitions confondues.

Vidal a tranché pour son avenir !

Poussé vers la sortie à l'Inter et suivi de près par l'Olympique de Marseille, Arturo Vidal aurait les idées claires au sujet de son avenir. Voilà plus d'un an que le nom d'Arturo Vidal est lié à l'OM de Jorge Sampaoli. Il faut dire que les deux hommes se connaissent bien pour avoir travaillé ensemble en sélection chilienne et le premier pourrait bien se trouver à un tournant de sa carrière en juin prochain. L'Inter voudrait absolument se débarrasser de son salaire de 8,5M€ par an et pourrait même casser unilatéralement le contrat de Vidal, grâce à une clause de résiliation fixée à 4M€. Sampaoli l'attendrait ainsi de pied ferme, convaincu qu'il peut lui offrir un dernier défi de taille à l'Olympique de Marseille.

La Ligue 1 ne semble toutefois pas vraiment tenter Arturo Vidal. A en croire les dernières indiscretions de SPORTBible, le milieu de terrain chilien n'aurait d'yeux que pour la Premier League et notamment Tottenham, où travaille un autre de ses mentors : Antonio Conte. Après l'avoir rejoint à l'Inter en 2020, Vidal souhaiterait à nouveau le retrouver tout en découvrant pour la première fois un nouveau championnat dans sa carrière. A noter également que les Spurs semblent plus qu'en mesure de répondre à ses demandes salariales...



Prolongation pour David De Gea ?

David De Gea, le gardien de Manchester United, pourrait prolonger son contrat. Une offre en ce sens de la part du club anglais devrait rapidement parvenir au gardien espagnol.

David De Gea va-t-il prolonger son contrat actuel avec Manchester United ? C'est une possibilité à en croire les informations du Sun ce dimanche. Le journal anglais évoque une offre à venir de la part des dirigeants des Red Devils. Le gardien espagnol dispose d'un bail qui court jusqu'en juin 2023 avec l'option pour une saison supplémentaire.

Un temps sur le départ du temps d'Ole-Gunnar Solskjaer, David De Gea a retrouvé une forme qu'il avait lors de son arrivée à Manchester United en 2011 en provenance de l'Atletico Madrid. A ce jour, l'international espagnol compte 471 apparitions sous le maillot des Red Devils. Sa prolongation de contrat alors qu'il est désormais âgé de 31 ans, devrait lui permettre d'obtenir encore une augmentation alors qu'il est le plus haut salaire de l'effectif.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

RÉDACTION ADMINISTRATION

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-HONDURAS

M. Lamamra reçoit le vice-ministre des AE du Honduras

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu, lundi à Alger, le vice-ministre des Affaires étrangères du Honduras, Torres Zelaya Gerardo José Antonio.

Les deux parties ont eu des entretiens sur les perspectives de renforcement des relations d'amitié, de solidarité et de coopération entre les deux pays, ainsi que sur les questions d'intérêt commun au niveau international, notamment en ce qui concerne les derniers



développements en Afrique et en Amérique latine.

Le vice-ministre des Affaires étrangères hondurien effectue une visite de travail en Algérie, «dans le cadre des liens traditionnels d'amitié et de solidarité» entre les deux pays.

Arkab s'entretient avec le vice-ministre des AE du Honduras

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu lundi à Alger le vice-ministre des Affaires étrangères du Honduras, Torres Zelaya Gerardo José Antonio, avec lequel il a examiné les moyens de développer la coopération entre les deux pays dans le domaine énergétique, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre, les deux

parties ont examiné les voies et moyens de développer les relations de coopération entre les deux pays à travers des projets de partenariat mutuellement bénéfique, notamment dans le domaine de l'énergie et des mines, a ajouté la même source. Les deux parties ont indiqué que des experts seront désignés pour travailler de concert et arrêter les projets

à mettre en œuvre entre les sociétés et les investisseurs des deux pays, a ajouté le communiqué. A cette occasion, le vice-ministre des Affaires étrangères du Honduras a fait part de sa volonté de renforcer les relations et la coopération entre les deux pays et d'établir un partenariat mutuellement bénéfique, a conclu la même source.

M. Rezig examine avec le vice-ministre des AE du Honduras les moyens de promouvoir la coopération économique

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a reçu, lundi à Alger, le vice-ministre des Affaires étrangères du Honduras, Torres Zelaya Gerardo José Antonio, avec lequel il a examiné les moyens de promouvoir la coopération économique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Lors de l'entretien qui s'est déroulé au siège du ministère, M. Rezig a estimé que "les relations politiques et historiques distinguées qui lient les deux Etats constituent un motif important pour œuvrer ensemble à leur promotion, ce qui se reflètera positivement sur les secteurs économique, commercial et des investissements", ajoute la même source. Il a affirmé, dans ce sens, l'impor-

tance de "déployer davantage d'efforts pour faciliter les échanges commerciaux bilatéraux", soulignant "l'importance de relancer le conseil d'affaires mixte, à travers l'exploitation des opportunités d'investissement offertes". Le ministre a également passé en revue la stratégie du Gouvernement qui appuie et accompagne les investisseurs étrangers pour la conclusion de partenariats dans les secteurs vitaux, conformément au principe gagnant-gagnant. Pour sa part, le vice-ministre des AE hondurien a exprimé la volonté de son pays "d'augmenter le volume des échanges commerciaux et d'intensifier la coopération sur tous les plans, au mieux des intérêts communs des deux pays", conclut le document.

ENERGIE ET MINES

M. Arkab discute avec son homologue kényane du renforcement des relations bilatérales

Le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab, s'est entretenu lundi par visioconférence, avec la ministre kényane de l'Energie Monica Juma, avec laquelle il a discuté des voies et moyens du renforcement des relations bilatérales dans le domaine de l'Energie et

des Mines, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Arkab a mis en évidence l'importance des échanges avec le Kenya en soulignant la nécessité de renforcer et de développer ces échanges notamment dans les domaines des

hydrocarbures, l'électricité et les énergies renouvelables (hydrogène vert), selon la même source.

Les deux ministres ont abordé également d'autres volets de coopération liés aux échanges d'expériences ainsi que la coopération entre les deux pays

dans le domaine minier en Algérie.

Dans cette perspective, les deux parties ont convenu de réactiver rapidement le groupe de travail mixte en vue de poursuivre les discussions entre les experts des deux pays, conclut le communiqué.

MDN - LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Reddition de deux terroristes à Tamanrasset

Deux terroristes, dénommés «El-Toudji Brahim» et «Arbi Ladmi Mohamed» se sont rendus, dimanche, aux autorités militaires à Tamanrasset, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre des efforts de l'Armée nationale populaire dans la lutte antiterroriste et grâce à la vigilance des services de sécurité compétents, les terroristes dénommés «El-Toudji Brahim» et «Arbi Ladmi Mohamed», se sont rendus, le 13 février 2022, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6^e Région militaire», souligne le communiqué. Selon la même source, «lesdits terroristes qui ont rallié en 2012, les

groupes terroristes activant dans la région du Sahel, avaient en leur possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un (01) fusil semi-automatique de type MAS-32, ainsi que (02) chargeurs de munition et (32) balles». «Cette opération réitére la détermination de l'Armée nationale populaire à lutter contre le terrorisme et toute forme de criminalité ainsi que les efforts consentis, sur le terrain, par nos forces armées afin d'assurer un climat de paix et de quiétude à travers l'ensemble du territoire national», ajoute le communiqué.

APS

ALGÉRIE-JORDANIE

APN: Boughali reçoit l'ambassadeur jordanien en Algérie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a reçu lundi l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie, Chaker Attallah El Amouch, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Lors de cette rencontre, le président de l'APN, Brahim Boughali a passé en revue "les relations historiques et politiques solides" unissant les deux pays, relevant "l'attachement" de l'Algérie à "hisser ces relations" au niveau de la coopération "fructueuse", notamment sur le plan parlementaire. M. Boughali a adressé à ce titre une invitation à l'ambassadeur jordanien pour participer à la cérémonie d'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Jordanie, qui contribuera à "la consolidation" des relations bilatérales, ajoute la même source. Après avoir exposé les positions de l'Algérie sur les questions de l'heure dans le Sahel et la région arabe, le président de l'APN a évoqué nombre de questions d'intérêt commun, notamment l'invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour la tenue d'une conférence unificatrice des factions palestiniennes sur le sol algérien,

réaffirmant à ce propos "la position constante de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, ainsi que son souci de renforcer la solidarité interarabe".

Le prochain sommet arabe, prévu à Alger, sera "un sommet de consensus", a-t-il souligné. S'agissant de la coopération bilatérale, M. Boughali a appelé à "la poursuite des efforts en vue d'augmenter le niveau des échanges commerciaux et de relancer les investissements jordaniens en Algérie, notamment dans le domaine des industries pharmaceutiques". De son côté, l'ambassadeur jordanien s'est dit satisfait "du grand rapprochement de positions entre les deux pays, en particulier sur la question palestinienne", saluant à cette occasion le rôle de l'Algérie dans la résistance qualitative contre la tentative de faire entrer l'entité sioniste en qualité d'observateur dans l'Union africaine. M. Chaker Attallah El Amouch a également souligné les efforts de son pays visant à "mettre à jour les accords conclus avec l'Algérie, notamment en matière de prestations médicales, d'industrie pharmaceutique et d'enseignement supérieur".

ALGÉRIE-PALESTINE

APN: installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Palestine

Le Groupe parlementaire d'amitié Algérie-Palestine a été installé, lundi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), et constituera "un cadre de coordination qui donnera à la diplomatie parlementaire davantage de poids en faveur de la question palestinienne". Le vice-président de l'APN chargé de l'activité extérieure, Moundir Bouden a présidé la cérémonie d'installation du Groupe d'amitié "Algérie-Palestine" à laquelle ont assisté l'ambassadeur de Palestine à Alger, Fayeze Mohamed Mahmoud Abou Aita, le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Omar Harfouche et le président du Groupe parlementaire algéro-palestinien, le député Hamza Hamlaoui (du Front de libération nationale, FLN). Dans son allocution d'ouverture, M. Bouden a précisé que le Groupe d'amitié Algérie-Palestine "traduit l'engagement de l'Algérie et son soutien à la lutte du peuple palestinien et à ses droits légitimes, y compris le recouvrement de son plein droit conformément à la charte et aux principes des Nations Unies". Ce groupe d'amitié constituera un cadre de coordination qui donnera à la diplomatie parlementaire plus de poids en faveur de la question palestinienne et sensibilisera la Communauté internationale pour assumer pleinement ses responsabilités historiques et juridiques face à la persistance de l'occupation à défier la légalité internationale, ses manœuvres pour imposer la politique du fait accompli et son manquement à ses obligations".

Cette installation constitue "l'une des démarches de soutien inconditionnel à la question palestinienne". De son côté, l'ambassadeur palestinien en Algérie, M. Fayeze Mohamed Mahmoud Abou Aita s'est félicité de

l'installation du groupe d'amitié Algérie-Palestine, faisant savoir que la Palestine "apprécie à juste titre le grand effort déployé par l'Etat algérien en faveur du peuple palestinien", et que ce groupe parlementaire "représente la direction algérienne et ses positions vis-à-vis de la cause". La position "inconditionnelle" et le soutien officiel, parlementaire et populaire "confirment la centralité de la cause palestinienne pour l'Algérie, et c'est d'ailleurs ce que nous avons constaté à travers les positions courageuses exprimées par M. Abdelmadjid Tebboune qui avait indiqué que le prochain sommet arabe était principalement un sommet de la Palestine". Par ailleurs, le diplomate palestinien a salué la position de l'Algérie et de l'Afrique du Sud, lors du dernier sommet africain, sur la suspension de la qualité de membre observateur conférée à l'entité sioniste au sein de l'UA, qualifiant cette décision de "grande victoire pour la diplomatie algérienne et la cause palestinienne".

Les Palestiniens sont conscients du lourd tribut que paie l'Algérie en raison de son engagement envers la cause palestinienne, et par extension, toutes les causes justes dans le monde, a-t-il indiqué. Le président du Groupe d'amitié parlementaire Algérie-Palestine, M. Hamlaoui a exprimé, lui, l'engagement de la partie algérienne à "travailler, de concert, avec les membres du Conseil national palestinien en vue de développer la relation fraternelle et œuvrer constamment à renforcer la coopération entre les deux pays et peuples dans tous les domaines", notamment dans les activités parlementaires bilatérales et internationales, de manière à les hisser au niveau des aspirations des deux peuples et au mieux des intérêts des deux pays.